

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE
LIVRET OUVRIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 30 JUIN 1903, A 2 HEURES

devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

PAR

HENRI BERNARD

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1903



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), O. ✱, C. ✕, I. ☞, Doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☞, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. ☞, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.

COHENDY, ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ☞, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☞, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, A. ☞, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ☞, professeur d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, A. ☞, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

BROUILHET, A. ☞, agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY (Emmanuel), agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD (René), agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).

BECQ (J.), I. ☞, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. PIC, professeur de législation industrielle.

Suffragants : { MM. LÉVY, { *agregés*
GONNARD, }

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE
LIVRET OUVRIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 30 JUIN 1903, A 2 HEURES
devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

PAR

HENRI BERNARD

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1903





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Chaptal.** — De l'Industrie française, 1819.
- Louandre.** — Du travail et des classes laborieuses dans l'ancienne France, 1850.
- Peuchet.** — Collection des lois, ordonnances et règlements depuis le XIII^e siècle jusqu'en 1818.
- Féraud-Giraud.** — Législation française concernant les ouvriers, 1856.
- Levasseur.** — Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution, 1867.
- Renouard.** — Du droit industriel avec les principes du droit civil sur les personnes et sur les choses, 1860.
- Paul Pic.** — Traité élémentaire de législation industrielle, 1903.
- Gomel.** — De la suppression des livrets d'ouvriers. *Journal des Economistes*, 1882.
- Marc Sauzet.** — Le livret obligatoire des ouvriers. *Revue critique de législation*, 1890.
- Plantier.** — Le livret des ouvriers, 1900.
Enquête sur les Conseils des Prud'hommes et les livrets d'ouvriers, 1869.
- Dalloz.** — Répertoire de législation et Supplément au Répertoire : V. Contrat de louage, Ouvriers, Travail : *Jurisprudence générale*.
- Sirey.** — Recueil général des lois et des arrêts.
- Journal officiel.* — Années 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1889, 1890. Débats aux Chambres ; rapports des commissaires.
- Moniteur.* — Années 1849 (29 novembre) et 1850 (29 janvier et 8 mars). Délibérations à l'Assemblée nationale.
- Georges Cornil.** — Du louage de services ou contrat de travail, 1895.
- Hubert-Valleroux.** — Le contrat de travail, 1895.
- Glottard.** — Du contrat de travail, 1893.
- Didion.** — Du contrat de travail, 1897.

- Bulletin de la Société de législation comparée.*
Annuaire de législation étrangère.
Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers, adressé au ministre des affaires étrangères, 1890-1891.
Annuaire de la législation du travail, publié par l'Office du travail de Belgique.
- Veermesch.** — La législation et les œuvres en Belgique, 1900.
- Pariset.** — Histoire de la fabrique lyonnaise, 1902.
- Journal des Prud'hommes.*
- Mollot.** — Compétence des Conseils de Prud'hommes, 1850.
- Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.* —
Revue dirigée par MM. Pic et Godart.
- Statuts de la Caisse de prêts.*
- Justin Godart.** — L'ouvrier en soie, 1899.
- Réponse des Conseils de Prud'hommes de Lyon*, aux questions posées dans l'enquête ouverte sur ces Conseils et les livrets d'ouvriers, 1868.
- Bouquet.** — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie, 1893.
- Lagrésille.** — Commentaire théorique et pratique de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants, 1893.
- Caire.** — La législation sur le travail industriel des femmes et des enfants, 1896.
- Paul et Armand Razous.** — Réglementation du travail industriel, 1901.
- Chroniques du Bulletin de l'Office du travail*, du *Mouvement socialiste*, de la *Revue d'économie politique*, de la *Revue de droit industriel*, de la *Réforme sociale*.
-

LE LIVRET OUVRIER

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU LIVRET OUVRIER.

SECTION I. — Antécédents du livret ouvrier.

§ 1. — Statuts des corporations.

Pour trouver les premières traces du livret ouvrier, il faut remonter jusqu'aux corporations et aux statuts qui les régissaient.

Au moyen âge, les gens de même profession sentant leur faiblesse cherchèrent à s'unir. Ils formèrent des associations qui avaient des privilèges et des droits reconnus. Ils rédigèrent des statuts qu'ils parvinrent à faire autoriser dans toutes les villes principales. Bientôt l'exercice du métier devint un monopole. Les statuts furent observés avec un soin jaloux, les membres seuls pouvant travailler dans la ville où ils étaient établis et déniaient tout travail à ceux qui ne faisaient point partie de leur corporation.

La réglementation du métier est d'abord assez douce. Le maître et le compagnon vivent ensemble, presque en commun. Mais peu à peu l'ouvrier perd ses prérogatives, il ne conserve plus la place honorable que lui reconnaissaient les premiers statuts des corporations. Il fait toujours partie du métier, mais la ligne de démarcation s'accroît. D'une part, il y a les maîtres, et, d'autre part, les ouvriers. Le compagnon ne peut que rarement devenir maître un jour, car l'accès de la maîtrise est hérissé de difficultés. A l'intérieur du métier, les dispositions ne sont plus prises dans l'intérêt commun, mais exclusivement au profit des maîtres. L'aristocratie et les privilèges font leur apparition et des mesures rigoureuses assurent l'observation des règlements.

En ce qui concerne les engagements des ouvriers, des précautions très sévères viennent empêcher les fraudes et garantir aux maîtres la main-d'œuvre dont ils ont besoin. De là des mesures qui commencent à rappeler le livret.

Dans les statuts des fourbisseurs de Paris, qui cependant datent de 1220, nous trouvons déjà la règle que le maître ne peut employer un ouvrier que s'il est libre de tout engagement : « Nul ne puet metre ovrier en œuvre qui soit aloué. » S'il a commis la faute d'avoir accepté un ouvrier ainsi embauché « oster le doit en cette meisme journée » et le rendre au maître pour achever son temps. Les statuts insistent beaucoup sur cette défense et l'interdiction de n'avoir pas à débaucher les ouvriers des autres

maîtres se répète continuellement : « Item se varlet vient en la ville de Paris de quelque lieu qu'il viengne, que il ne soit mis en œuvre se l'en set qu'il doie servise, ne deniers a aucun entour qu'il est ouvré. »

Dans les statuts des buffetiers-vinaigriers de 1412 nous trouvons pareilles défenses : « Item, et que aucun dudit mestier ne pourra metre en besoingne varlet d'autrui dudit mestier, sans le sceu, congié et licence de celui a qui il sera alloué sur peine de quinze sols parisis d'amende. »

Le maître après avoir entendu les raisons pour lesquelles l'ouvrier a laissé son service, devra se déranger en personne et aller demander au maître précédent s'il est content de son travail et ce, sous peine d'amende. C'est la règle inscrite dans les statuts des épiciers-apothicaires du bourg de Saint-Germain-des-Prés-lez-Paris de 1567 : « Ne pourra dorénavant nul desdits maîtres tenir plus d'un ouvrouer ou boutique, ne soubstraire les serviteurs apprentis ou compagnons l'un de l'autre, ne en recevoir aucun que premier il ne s'en soit acquis au maistre de service duquel il sera sorti ledit serviteur s'il luy aura donné congé, et s'il est content qu'il le prenne, sur peine d'amende arbitraire. »

Pour assurer davantage l'observation de cette règle, dans les statuts de quelques corporations, dans celle des bouchers de la grande boucherie de Paris de 1587, entre autres, on astreint l'ouvrier à diverses formalités. Après avoir prévenu le maître un certain temps à l'avance de son intention de le quitter, l'ouvrier devra obtenir de lui

un certificat par écrit contenant l'exécution complète de ses engagements et de la façon dont il s'est comporté durant son service. A défaut de ce congé il ne trouvera pas de travail, et le maître qui l'emploierait serait frappé ainsi que lui d'une peine fixée par les règlements ou même arbitraire « que les compagnons dudit mestier ne pourront quicter le mestre où ils seront en service pour servir ung autre mestre, sans le congé de son dit mestre, et qu'il n'en ayt certifficat par escript à peine de demy escu d'amende, et le mestre qui aura retiré ledit serviteur sans avoir ledit certifficat, payera deux excus d'amende ».

Ainsi, interdiction d'employer un ouvrier s'il n'est libre de tout engagement, obligation pour le compagnon quittant le maître d'obtenir de lui un certificat constatant qu'il a rempli ses engagements, telles sont les règles que l'on trouve dans les statuts de beaucoup de corporations, même de très anciennes. Or, ce sont là des formalités qui déjà rappellent le livret, car nous verrons plus loin que ce dernier devait porter la mention que l'ouvrier était libre vis-à-vis de son ancien patron, clause sans laquelle il était défendu de l'embaucher.

§ 2. — Edit du roi de 1749.

Jusqu'à présent la nécessité pour l'ouvrier d'obtenir un certificat de son patron quand il le quittait n'existait que dans les statuts de quelques corporations. Avec l'édit de 1749 nous allons trouver une réglementation générale.

Le roi dans le préambule de cet édit déclare vouloir arrêter le cours d'abus préjudiciables. Les ouvriers en majeure partie, dit-il, quittent les fabriques et les entrepreneurs qui les emploient sans avoir pris d'eux un congé. Beaucoup s'en vont sans avoir achevé l'ouvrage qu'ils ont commencé et même sans avoir rendu les avances qui leur ont été faites sur leur salaire. La conduite des fabricants n'est pas non plus à l'abri de tout reproche. La grande majorité reçoivent chez eux des compagnons et des ouvriers sans s'embarrasser d'où ils sortent et sans s'informer des raisons qu'ils ont eues pour quitter leurs maîtres.

Aussi : « Faisons très expresses inhibitions et défenses à tous compagnons et ouvriers employés dans les fabriques et les manufactures de quelque espèce qu'elles soient, de les quitter pour aller travailler ailleurs, sans en avoir obtenu un congé exprès et par écrit de leurs maîtres, à peine contre les dits patrons et ouvriers de cent livres d'amende, au paiement duquel ils seraient contraints par corps.

« Pourront néanmoins les dits compagnons et ouvriers pour les cas où ils ne seraient pas payés de leurs salaires par leurs maîtres, et qu'ils essuyeraient de mauvais traitements, qu'ils les laisseraient sans ouvrage, ou pour toutes autres causes légitimes se pourvoir pardevant les juges de police des lieux pour en obtenir, si le cas y échet, un billet de congé, qui ne pourra en aucun cas leur être délivré qu'ils n'aient achevé les ouvrages qu'ils auraient

commencés chez leurs maîtres et acquitté les avances qui pourraient leur avoir été faites.

« Faisons aussi très expresse défense à tous fabricants et entrepreneurs de fabriques et manufactures, de prendre à leur service aucuns compagnons et ouvriers ayant travaillé chez d'autres de leur état et profession dans notre royaume, sans qu'il leur soit apparu d'un congé par écrit des maîtres qu'ils auront quittés, ou des juges de police en certains cas, à peine de trois cents livres d'amende pour chaque contravention, et de tous dépens, dommages et intérêts... »

Ainsi les mesures relatives à l'embauchage et au débouchage de l'ouvrier qui rappellent, comme nous l'avons dit, celles prises dans le livret, deviennent générales par l'édit de 1749. Ce sont maintenant non plus seulement les ouvriers de quelques corporations, mais ceux employés dans les manufactures « de quelque espèce qu'elles soient » qui auront à se pourvoir d'un certificat avant de quitter leur maître.

Ce système cependant ne dura pas très longtemps. En 1776, en effet, Louis XVI, sur les instances de Turgot, rendit le fameux édit qui posait le principe de la liberté du travail, et décrétait la suppression des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers. Avec les corporations disparaissaient les mesures prises par l'édit de 1749. Les ouvriers purent alors librement changer et de maître et de métier. Malheureusement les esprits s'insurgèrent contre cette destruction radicale de l'ancien état

de choses. On accueillit par des protestations violentes l'édit de libération, et le roi rapporta une partie de ses décisions dans un édit du mois d'août 1786. Ce nouvel édit remettait en vigueur les règlements concernant la police des compagnons, et notamment les lettres patentes du 2 janvier 1749.

§ 3. — **Edit du roi de 1781.**

Vers les dernières années de l'ancien régime, la population ouvrière en qui fermentaient des idées de révolte continuait à s'agiter de plus en plus malgré toutes les mesures édictées contre elle. Le pouvoir royal voyait se dresser peu à peu devant lui cette collectivité dont on avait si longtemps abusé et qui finissait par prendre conscience de sa force.

Aussi, les difficultés se reproduisant, Louis XVI jugea nécessaire de renouveler les lettres de son prédécesseur en y ajoutant des prescriptions nouvelles « pour entretenir la subordination dans les pays manufacturiers ». Tel est l'objet de l'édit du 17 septembre 1781.

« Dans le cas où les engagements n'auraient pas de terme fixe, les ouvriers ne pourront quitter leurs maîtres qu'après avoir achevé les ouvrages qu'ils auraient commencés, avoir remboursé les avances qui auront pu leur être faites, et avoir averti les maîtres huit jours auparavant.

« Lorsque les ouvriers auront rempli le terme de leurs engagements, et qu'à défaut de terme convenu entre eux

et leurs maîtres, il se seront conformés à ce qui est prescrit par l'article précédent, les maîtres seront tenus de leur délivrer un billet de congé. »

L'édit ajoutait défenses pour tous entrepreneurs des manufactures, fabricants, contremaitres de fabrique ou maîtres-ouvriers tenant boutique de débaucher directement ou indirectement aucun ouvrier, et même de lui donner de l'ouvrage sans la représentation générale du billet de congé.

Ce sont bien là toutes les dispositions de l'édit de 1749. Mais il y a en plus dans cet édit de 1781 deux dispositions qu'il importe de bien remarquer.

D'abord, pour prévenir sans doute les coalitions et les bruits, en tout cas pour faciliter la répression et fournir à la police des moyens de recherche, l'édit ordonne à tout ouvrier qui voudra travailler dans une ville de se faire enregistrer lors de son arrivée par nom et surnom au greffe de police.

Ensuite pour assurer la conservation des différents certificats que l'ouvrier pourra recevoir dans le cours de sa vie professionnelle, et avoir ainsi la possibilité de contrôler ses états de service, l'édit veut que ces ouvriers aient un « livre ou cahier » sur lequel seront portés successivement les certificats délivrés par ces maîtres chez lesquels ils auront travaillé.

Cette dernière mesure ne change pas grand'chose à ce qui existait auparavant. L'ouvrier devait présenter à son nouveau maître un billet de congé délivré par le précé-

dent et le dernier suffisait, les autres n'ayant plus de valeur ni d'utilité pratique. Dorénavant, pour mieux connaître le passé de l'ouvrier, et se rendre compte de sa conduite dès le début, on exige la collection de tous les billets, et au lieu de les conserver sous forme de feuilles volantes, ce qui présenterait des inconvénients, l'ouvrier possédera un petit carnet qui les contiendra tous et sur lequel seront portées les indications prescrites.

Quelques auteurs estiment très importantes les innovations de l'édit de 1781, et vont jusqu'à lui attribuer la création du livret. Pour nous, le livret de cette époque n'a pas une signification précise, ni surtout le rôle spécial qu'on lui attribuera en 1803 et que nous aurons à étudier. Le livret institué par la loi du 22 germinal an XI et l'arrêté du 9 frimaire an XIII contient réunies la formalité du congé d'acquit et la déclaration à la police, alors que, sous l'ancien régime ces formalités étaient absolument distinctes. Jusque-là, c'est le billet de congé qu'on réclame, c'est lui qu'on a en vue ; le livret de 1781 n'est qu'une forme nouvelle donnée à une vieille institution. Aussi dirons-nous que le livret a été établi seulement par la loi de l'an XI.

Nous arrivons ainsi à cette loi, mais avant de l'étudier, nous devons, pour être complet, signaler la disparition temporaire des mesures concernant les engagements entre patrons et ouvriers pendant la période révolutionnaire. Le décret mémorable des 2-17 mars 1791 proclama la liberté du travail. Les maîtrises et les jurandes furent

abolies. Cela étant, toutes les règles qui s'y rattachaient devaient disparaître. C'est ce qui advint, notamment pour l'institution des billets de congé. Les patrons ne sentirent pas la nécessité d'en conserver l'usage, les ouvriers ne tentèrent pas d'en fixer l'habitude, les uns par dégoût d'une pratique gênante, les autres par constatation de l'inutilité de leurs efforts, puisque le certificat qu'ils présentaient ne leur était d'aucun profit. Le livret tomba donc en désuétude. Il devait être rétabli par Napoléon, et non plus uniquement comme preuve de bon travail et d'acquit des engagements, mais, et c'est ce qui fait que nous avons classé les mesures et édits pris jusqu'alors sous la rubrique d'antécédents du livret, comme mesure de police et fiche d'immatriculation. Nous l'envisagerons sous cet aspect dans la section suivante et nous verrons que tel était bien l'un des buts de l'œuvre consulaire.

SECTION II. — Établissement du livret ouvrier. — Loi du 22 germinal an XI et arrêté du 9 frimaire an XII.

§ 1. — La loi et son caractère.

Pendant douze ans, de 1791 à 1807, les livrets disparaissent ainsi que nous l'avons dit plus haut, et les ouvriers s'engagent et quittent leurs ateliers comme bon leur semble. Avec le Premier Consul cet état ne devait durer. Après le 18 brumaire, le gouvernement du Consulat songea à rétablir l'ordre entre patrons et artisans

Chaptal, ministre de l'intérieur, adressa aux Consuls, le 13 ventôse an X, un rapport où il est dit : « En décrétant la liberté la plus absolue de l'industrie, l'Assemblée constituante ne pouvait prévoir les fraudes. L'habitude de violer les engagements relatifs au travail est devenue si universelle parmi les ouvriers qu'on ne peut plus compter sur leur coopération ; d'où il résulte que les fabricants sont détournés de toutes les entreprises de quelque étendue par la crainte de se voir obligés d'y renoncer avant de les avoir consommées. »

A la suite de ce rapport, le Conseil d'Etat fut saisi de l'étude d'un projet de loi sur les manufactures, fabriques et ateliers, et de ses délibérations sortit la loi du 22 germinal an XI. Dans l'exposé des motifs de cette loi nous trouvons les passages suivants : « Les conventions entre les ouvriers et ceux qui les emploient étaient avant 1791 soumises à des règles observées avec un religieux respect, et depuis on s'en est joué impunément. Ceux qui exerçaient la même profession étaient assujettis à des statuts et formaient entre eux une société trop forte pour ne pas réagir à leur avantage sur le reste de leurs concitoyens. Depuis, isolés par des calculs personnels, ils ont par de nombreuses erreurs perdu leur fortune en compromettant celle des autres..... C'est ainsi qu'un voisin stupide, envieux et sans honneur débauche l'ouvrier que forma son voisin, et cherche à édifier son succès sur des ruines, sa fortune sur des malheurs. » Le 15 germinal le projet de loi fut voté à l'unanimité par le Tribunat, et adopté le 22 par le Corps législatif.

Cette loi est relative à l'établissement des chambres consultatives du commerce et de l'industrie, à la police dans les établissements industriels, à la répression des coalitions, à la protection des marques de fabrique et enfin à l'institution du livret. A ce sujet, l'article 12 qui traite la question, décide que nul ne pourra sous peine de dommages-intérêts recevoir un ouvrier s'il n'est porteur d'un livret contenant le certificat d'acquit de ses engagements délivré par celui de chez qui il sort, et l'article 13 ajoute : « La forme de ces livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue, et leur renouvellement seront déterminés par le gouvernement de la manière prescrite pour les règlements d'administration publique. » En conformité de la loi, le gouvernement prit, le 9 frimaire an XII, un arrêté relatif au livret dont les ouvriers travaillant en qualité de compagnons ou garçons devaient être pourvus.

Voici le texte de cet arrêté qui règle toute la matière :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

ART. 1^{er}. — A compter de la publication du présent arrêté, tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou de garçon devra se pourvoir d'un livret.

ART. 2. — Ce livret sera en papier libre, coté et parafé sans frais, savoir à Paris, Lyon et Marseille par un commissaire de police, et dans les autres villes par le maire ou l'un de ses adjoints. Le premier feuillet portera le sceau de la municipalité, et contiendra le nom et le prénom de l'ouvrier, son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, la désignation

de sa profession et le nom du maître chez qui il travaille.

ART. 3. — Indépendamment de l'exécution de la loi sur les passeports, l'ouvrier sera tenu de faire viser son dernier congé par le maire ou son adjoint, et de faire indiquer le lieu où il se propose de se rendre. Tout ouvrier qui voyagerait sans être muni d'un livret ainsi visé sera réputé vagabond et pourra être arrêté et puni comme tel.

TITRE II. — De l'inscription des congés sur le livret et des obligations imposées à cet égard aux ouvriers et à ceux qui les emploient.

ART. 4. — Tout manufacturier, entrepreneur, et généralement toutes personnes employant des ouvriers seront tenus, quand ces ouvriers sortiront de chez eux, d'inscrire sur leurs livrets un congé portant acquit de leurs engagements s'il les ont remplis. Ces congés seront inscrits sans lacune à la suite les uns des autres ; ils énonceront le jour de la sortie des ouvriers.

ART. 5. — L'ouvrier sera tenu de faire inscrire le jour de son entrée sur son livret par le maître chez lequel il se propose de travailler, ou à son défaut par les fonctionnaires publics désignés dans l'article 2, et sans frais, et de déposer le livret entre les mains de son maître s'il l'exige.

ART. 6. — Si la personne qui a occupé l'ouvrier refuse, sans motif légitime, de remettre le livret ou de délivrer le congé, il sera procédé contre elle de la manière et suivant le mode établis dans le titre V de la loi du 22 germinal. En cas de condamnation, les dommages-intérêts à l'ouvrier seront payés sur-le-champ.

ART. 7. — L'ouvrier qui aura reçu des avances sur son salaire, ou contracté l'engagement de travailler un certain temps, ne pourra exiger la remise de son livret et la délivrance

de son congé qu'après avoir acquitté sa dette par son travail et rempli ses engagements si son maître l'exige.

ART. 8. — S'il arrive que l'ouvrier soit obligé de se retirer parce qu'on lui refuse du travail ou son salaire, son livret et son congé lui seront remis, encore qu'il n'ait pas remboursé les avances qui lui ont été faites ; seulement le créancier aura le droit de mentionner la dette sur le livret.

ART. 9. — Dans le cas de l'article précédent, ceux qui emploieront ultérieurement l'ouvrier feront jusqu'à entière libération sur le produit de son travail une retenue au profit du créancier. Cette retenue ne pourra en aucun cas excéder les deux dixièmes du salaire de l'ouvrier ; lorsque la dette sera acquittée il en sera fait mention sur le livret. Celui qui aura exercé la retenue sera tenu d'en prévenir le maître au profit duquel elle aura été faite et d'en tenir le montant à sa disposition.

ART. 10. — Lorsque celui pour lequel l'ouvrier a travaillé ne saura ou ne pourra écrire, ou lorsqu'il sera décédé, le congé sera délivré après vérification par le commissaire de police, le maire du lieu ou l'un de ses adjoints, et sans frais.

TITRE III. — Des formalités à remplir pour se procurer le livret

ART. 11. — Le premier livret d'un ouvrier lui sera expédié : 1° sur la présentation de son acquit d'apprentissage ; 2° ou sur la demande de la personne chez laquelle il aura travaillé ; 3° ou enfin sur l'affirmation de deux citoyens patentés de sa profession et domiciliés, portant que le pétitionnaire est libre de tout engagement soit pour raison d'apprentissage, soit pour raison d'obligation de travailler comme ouvrier.

ART. 12. — Lorsqu'un ouvrier voudra faire coter et parafer un nouveau livret il représentera l'ancien. Le nouveau livret ne sera délivré qu'après qu'il aura été vérifié que l'ancien est

rempli ou hors d'état de servir. Les mentions des dates seront transportées de l'ancien livret sur le nouveau.

ART. 13. — Si le livret de l'ouvrier était perdu il pourra, sur la représentation de son passeport en règle, obtenir la permission provisoire de travailler mais sans pouvoir être autorisé à aller dans un autre lieu, et à la charge de donner à l'officier de police du lieu la preuve qu'il est libre de tout engagement, et tous les renseignements nécessaires pour autoriser la délivrance d'un livret sans lequel il ne pourra partir.

La loi de germinal an XI est tout ensemble une mesure de police, et une mesure relative au contrat de louage d'ouvrage, par conséquent touchant au droit civil.

C'est une mesure de police. C'est ainsi que plusieurs de nos gouvernements l'ont envisagée et l'ont utilisée. Le Consulat tout d'abord. Les prescriptions des titres I et III de l'arrêté du 9 frimaire, les autorités compétentes pour délivrer le livret, la sanction de l'obligation du livret contre l'ouvrier suffiraient à révéler son caractère politique et policier.

Mais nous en avons bien d'autres preuves. La loi de l'an XI et l'arrêté qui la suivit a eu, nous le savons, pour point de départ un rapport adressé aux Consuls par le ministre de l'intérieur Chaptal. Or, voici l'aveu qui démontre bien ce que nous avançons au sujet du caractère du livret, que nous trouvons dans une circulaire adressée aux préfets par le ministre lui-même : « Cet arrêté forme le complément des mesures de police qui doivent régir nos

fabriques. » D'autre part, dans son livre *De l'industrie française*, Chaptal reconnaît qu'un des avantages du livret est de mettre « l'administration à portée de suivre et de surveiller cette classe nombreuse de citoyens. Le gouvernement doit assurer l'exécution de ces mesures non seulement parce qu'elles intéressent essentiellement le bien de l'industrie, mais encore parce qu'elles mettent entre ses mains un moyen puissant d'exercer une bonne police ».

Un peu plus tard, la loi du 18 mars 1806 ayant organisé, ainsi que nous le verrons en détail plus loin, des livrets de compte spéciaux à la fabrique lyonnaise, livrets délivrés par le Conseil des prud'hommes, le Premier Empire se préoccupant toujours d'assurer aux seules autorités de police la délivrance des livrets ouvriers proprement dits, prit la précaution pour éviter toute confusion de dire dans son article 67 : « Les Conseils de prud'hommes ne peuvent s'immiscer dans la délivrance des livrets dont les ouvriers doivent être pourvus aux termes de la loi du 22 germinal an XI. Cette attribution est exclusivement réservée aux maires ou à leurs adjoints. »

En 1830, le préfet de police et les maires de quelques grandes villes, quand ils prétendaient en vertu de leurs pouvoirs de police régler la pratique des livrets et les assujettir à la formalité du visa de police, se plaçaient encore à ce point de vue.

En 1846, c'était aussi la préoccupation de la Chambre des Pairs lorsqu'elle discuta le point de savoir si le projet

qu'elle allait voter était une loi « de police industrielle entre le maître et l'ouvrier », ou une loi de « simple police administrative » — « de police administrative ou politique ».

En 1854, qui réclame une loi nouvelle sur les livrets, plus générale et mieux sanctionnée que la loi en vigueur ? Piétri, le préfet de police. A cette même date, ne lit-on pas aussi dans l'exposé des motifs de la loi du 22 juin : « Au point de vue de l'ordre public le livret est d'une utilité incontestable ! »

Nous avons dit que l'institution du livret était en second lieu une mesure relative au contrat de travail, donc touchant au droit civil. Ce n'est pas là, croyons-nous, un aspect secondaire, subsidiaire, incident du livret comme le prétend M. Glasson dans son livre « le Code civil et la question ouvrière ». « Si le livret, disait le comte Daru en 1846, peut être accessoirement employé comme instrument de police... au fond, dans la pensée des législateurs actuels, comme de ceux de germinal an XI, le but essentiel, l'objet principal, réel, fondamental de la loi est de donner des garanties aux maîtres vis-à-vis des ouvriers pour l'exécution des engagements par eux contractés. — Voilà sous quel aspect la loi dont nous nous occupons envisage ouvriers et maîtres, c'est uniquement comme parties contractantes, et dans les rapports qu'ils peuvent avoir en cette qualité. » C'est là un avis que nous partagerions complètement si le comte Daru n'avait employé le mot uniquement, et ainsi donné

une place trop peu considérable au livret considéré comme mesure de police.

Le livret a un caractère réel, une portée véritable d'institution de droit civil, réglementée hors de la loi générale à côté du Code Napoléon, et constituant la mise hors du droit commun des rapports contractuels entre patrons et ouvriers. Nous trouvons la justification de cette idée, soit dans un projet de 1869 dont nous aurons à parler plus loin, soit dans l'article 2 de la loi du 2 juillet 1890 qui a supprimé partiellement le livret. Le législateur après avoir proclamé l'abolition du livret obligatoire a déclaré que le contrat entre ouvriers et patrons « est soumis aux règles du droit commun ». Les travaux parlementaires de 1890 confirment cette opinion. C'est ainsi que le rapporteur de la loi au Sénat a été conduit, à propos des livrets, à un historique des « législations qui ont réglé les rapports des maîtres et des ouvriers ».

En quoi les lois sur le livret rentrent-elles dans le domaine du droit civil ? Elles ne sont pas relatives aux conditions de formation ou de validité du contrat de travail, elles n'ont pas pour but de le solemniser, pas même, nous semble-t-il, d'en faciliter la preuve, car les mentions prescrites sur le livret ne concernent pas les clauses du contrat, et ne peuvent fournir aucune indication sur ses conditions. A peine si l'on pourrait dire que le livret fournit un commencement de preuve par écrit permettant de faire la preuve par témoins dans le cas où il s'agirait d'une somme inférieure à 150 francs.

Quand on envisage le livret comme institution de droit civil il faut considérer les effets du contrat, ses effets au profit du patron. Le livret est une garantie d'un ordre spécial, imaginée dans l'intérêt du patron pour lui assurer le paiement par l'ouvrier de sa dette de travail ou de sa dette d'argent lorsque des avances lui ont été faites. C'est là seulement en quoi il touche au Code civil.

§ 2. — Dispositions de la loi.

Etendue de l'obligation du livret. — La loi du 22 germinal, d'après son intitulé, est relative seulement aux manufactures, fabriques et ateliers. Elle laisse donc en dehors de son application la plus grande partie des populations ouvrières, et parmi elles les ouvriers de toutes les corporations du bâtiment et les personnes employées dans les travaux agricoles. Il en est de même pour les prescriptions relatives aux patrons qui ne s'appliquent qu'à ceux visés spécialement par la loi. Les dispositions qui se rapportent à eux ne sont applicables et ne concernent uniquement que les manufacturiers, fabricants et autres personnes se livrant à des opérations industrielles. Tout cela résulte des termes de la loi de germinal, de l'exposé des motifs qui en a été fait, et de l'arrêté du 9 frimaire an XII, article 1^{er}.

La loi, de plus, ne s'applique pas à toutes les catégories d'ouvriers occupés dans les manufactures, fabriques et ateliers, mais seulement à tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou de garçon. Donc ne sont pas

astreints à cette obligation les femmes mariées ou les filles, les enfants du plus bas âge, les chefs d'ateliers, les contremaîtres, les journaliers employés dans une manufacture, les ouvriers patentés ou entrepreneurs à façon qui, payant patente et travaillant chez eux, ne peuvent être considérés comme de simples ouvriers. L'apprenti n'a pas non plus de livret, mais seulement un congé d'acquit qui lui sera délivré par son dernier patron.

Délivrance des livrets. — La loi offre de grandes facilités à l'ouvrier pour se faire délivrer le livret. C'est ainsi que l'apprenti le reçoit sur la seule présentation de son acquit d'apprentissage. Pour l'ouvrier il doit lui être expédié sur la simple demande de la personne chez laquelle il travaille, ou sur l'affirmation de deux citoyens patentés de sa profession et domiciliés, portant que le postulant est libre de tout engagement, soit pour raison d'apprentissage, soit pour raison d'obligation de travailler comme ouvrier. Les meilleures formalités se trouvent donc être la présentation de l'acquit d'apprentissage ou la demande du patron. A défaut et comme pis-aller, la déclaration de deux ouvriers de la même profession suffit, mais, ce qui montre encore la méfiance qu'on avait envers eux, de deux ouvriers patentés, c'est-à-dire considérés presque comme des patrons.

Le livret est-il rempli ou hors d'usage, pour en obtenir un autre l'ouvrier est tenu de le représenter, le nouveau ne devant être délivré qu'après qu'il aura été vérifié que l'ancien est réellement hors d'état de servir. On a sans

doute craint, sans cette remise et sans cette vérification, l'utilisation passible du vieux livret, l'ouvrier se servant des deux et présentant à son gré tantôt l'un et tantôt l'autre. Ainsi que nous le verrons plus loin, les mentions des dettes devaient être transportées de l'ancien livret sur le nouveau.

Le livret est délivré, à Paris par les commissaires de police préposés à cet effet, et dans les communes où il n'existe pas de commissaire de police par les maires ou adjoints, d'après l'article 2 de l'arrêté du 9 frimaire. Chaque ouvrier doit payer la somme de 75 centimes pour prix de son livret.

Indépendamment des formalités exigées par les lois et règlements concernant les passeports, tout ouvrier qui veut travailler dans le ressort de la préfecture de police est tenu de se présenter dans les trois jours de son arrivée, à Paris, devant le commissaire de police préposé pour les ouvriers de sa classe, et dans les communes rurales devant le maire ou l'adjoint, à l'effet d'obtenir un livret.

Tout ouvrier sortant d'un établissement, après avoir rempli ses engagements et fait porter son congé sur son livret, doit faire viser celui-ci par les autorités ci-dessus désignées.

En cas de perte de son livret, l'ouvrier ne peut en obtenir un second que sur le certificat d'acquit des deux derniers maîtres chez qui il a travaillé. Si le livret a été perdu en voyage, le duplicata ne doit être délivré que sur

une attestation de moralité donnée par quatre maîtres patentés de la même profession.

On voit d'après ces dispositions que tout est bien calculé pour assurer une surveillance active de la population ouvrière.

De la possession du livret. — Comment est réglé l'usage du livret ? L'article 5 ordonne à l'ouvrier de faire inscrire sur son livret le jour de son entrée par le maître chez lequel il va travailler, ou à son défaut, par les fonctionnaires publics désignés dans l'article 2. L'inscription ainsi que la cote et le paraphe n'entraîneront aucun frais.

Veut-il le quitter, l'ouvrier doit obtenir de son patron l'inscription sur son livret d'un congé portant acquit de ses engagements. Cette formalité est nécessaire pour lui permettre de s'embaucher dans une autre maison, à peine des dommages-intérêts pour son ancien patron. Ces congés doivent être inscrits sans lacune, à la suite les uns des autres, et énoncer le jour [de la sortie de l'ouvrier.

Pour que l'ouvrier ne puisse se soustraire à ses engagements la loi le force à déposer son livret entre les mains de son patron si celui-ci l'exige. Aucun d'eux naturellement ne négligeait cette mesure et ne faisait travailler sans en réclamer le dépôt. Cette remise présentait pour le fabricant un grand intérêt ; c'était, à moins de preuve contraire, l'affirmation de l'existence du louage ; c'était surtout une main-mise du patron sur l'ouvrier, car il ne

se faisait pas faute de refuser la remise du livret et la délivrance du congé ou en tous cas de la différer, quand il y avait un intérêt.

Il est vrai que la loi a prévu le cas d'un refus de la remise du livret sans motif légitime. Il doit alors être procédé suivant le mode établi par le titre V sur lequel nous reviendrons. Toutefois, il est une chose à signaler de suite, c'est qu'en cas de condamnation du patron, les dommages-intérêts doivent être payés sur le champ de façon que l'ouvrier n'ait pas encore à souffrir de la lenteur ou de la mauvaise volonté du patron.

La loi, ai-je dit, oblige les patrons à inscrire sur le livret, un congé portant acquit des engagements de l'ouvrier ; mais encore faut-il que lesdits engagements soient remplis, sinon l'ouvrier ne pourra obtenir ni congé, ni livret. Leur non-exécution constitue un motif légitime de refus de délivrance.

Quel que soit le mode d'engagement, le patron a donc le droit de compter sur l'ouvrier durant tout le temps convenu ; il a le droit de le forcer à tenir sa parole et à fournir la somme de travail stipulée. Il y avait lieu de craindre, disait-on, que les ouvriers, s'ils n'avaient contre eux une arme de ce genre, ne tinssent aucun compte de leur engagement, et quittassent l'atelier en laissant interrompu l'ouvrage commencé. Le dépôt du livret entre les mains du patron est pour lui un sûr garant de tranquillité, les ouvriers sachant que ce dernier ne leur

sera rendu qu'après complète exécution de leur contrat.

Telle est la théorie mise en vigueur par l'arrêt de première. Il convient de la rejeter parce qu'elle crée un privilège inouï pour le patron, et qu'elle constitue une dérogation formelle au droit commun. En effet, la règle générale inscrite au Code, est que toute obligation de faire ou de ne pas faire, se résout, par des dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. Ici, la règle ne s'applique plus : le maître a le droit de retenir le livret, et par suite de forcer l'ouvrier à exécuter son obligation. On peut s'étonner que, lorsqu'il s'agit d'ouvriers, les règles du Code civil, les lois qui garantissent pour la masse des citoyens l'accomplissement des obligations, ne suffisent plus. C'est là une injustice choquante que rien ne vient autoriser.

Aucune violation de convention n'était à redouter avec ce système de rétention du livret. Il était nécessaire toutefois de se mettre en garde contre la mauvaise foi possible des patrons. Ceux-ci, en effet, auraient pu rendre la précaution illusoire si, ne se souciant pas de la présentation du livret, ils avaient embauché des ouvriers sans le leur réclamer. Aussi la loi défend-elle à tout employeur d'admettre un ouvrier s'il n'est porteur de la pièce exigée avec la mention du congé, et ce à peine de dommages-intérêts envers le dernier maître. D'ailleurs, aussitôt après l'admission, le patron est tenu de faire viser le livret par le commissaire de police, ou dans les communes par le maire.

Des avances. — Nous touchons là un point où l'employeur est favorisé d'une façon plus considérable encore que dans la question de la rétention du livret pour inexécution des conventions, et qui faisait dire à Portalis qu'il y avait là « quelque chose d'inouï, quelque chose qui ne se rencontre dans aucune législation ». Il s'agit du privilège que possédait le patron dans le cas où il avait fait des avances à l'ouvrier sur son salaire. L'article 7 de l'arrêté de frimaire dit à ce sujet que, l'ouvrier qui aura reçu des avances sur son salaire ne pourra exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé qu'après avoir acquitté sa dette par son travail. Si donc un ouvrier a reçu une avance d'une certaine somme, de soixante francs si l'on veut, et après s'être procuré cette somme, l'offre en remboursement à son patron en lui demandant son livret, celui-ci, s'il veut abuser de la situation et maintenir l'homme à son atelier, aura le droit de refuser le paiement de sa créance en argent et de l'exiger en travail. C'est là une règle contraire aux règles du droit et même du bon sens.

Il est facile de se rendre compte des abus qui pouvaient se produire envers les ouvriers d'après cette disposition. Pousser ceux-ci aux emprunts, leur offrir toutes les facilités de se procurer de l'argent quand ils en voudraient, c'était leur enlever leur liberté. Supposons en effet qu'un patron ait fait des avances à l'un de ses ouvriers, il peut, s'il n'est pas consciencieux lui imposer un travail plus difficile, le traiter plus mal, et ce dernier

ne pourra le quitter, puisque pour gagner sa vie chez un autre, il lui faudrait présenter un livret avec l'inscription du congé, et que son patron actuel le détient, et est autorisé par la loi à le lui refuser jusqu'à remboursement par le travail.

Ce n'est pas tout encore, car si la loi semble ne s'être guère souciée des ouvriers, elle n'a par contre omis aucune des mesures pouvant assurer les patrons, et les mettre à l'abri de toute perte. Outre le dépôt du livret entre leurs mains jusqu'au paiement en travail de ce que leur doit l'ouvrier, elle a fait en leur faveur une nouvelle dérogation formelle au droit commun en accordant un privilège à leurs créances et un privilège de tout premier ordre.

Voici lequel : supposons qu'un ouvrier ne s'est pas acquitté de sa dette par son travail mais que, pour une raison quelconque, son patron ne veuille pas le retenir à l'atelier. Une des raisons les plus simples, c'est que l'ouvrier travaillant par contrainte ne met aucune ardeur à l'accomplissement de sa tâche, gâche les pièces, en un mot n'est d'aucun profit. L'ouvrier sera alors congédié : son livret et son congé lui seront remis, et il sera libre d'être embauché chez d'autres patrons. Mais alors l'ancien patron sera-t-il lésé, puisque l'ouvrier n'aura pas remboursé les avances qui lui furent faites ? Nullement il peut être tranquille, car c'est ici qu'intervient le privilège dont nous avons parlé. Dans le cas où l'ouvrier n'aurait pas remboursé les avances au moment de son départ,

le créancier a le droit de mentionner la dette sur le livret. Or que se passera-t-il ? L'article 9 de l'arrêté nous le dit : « Ceux qui emploieront ultérieurement l'ouvrier feront jusqu'à entière libération sur le produit de son travail, une retenue au profit du créancier... » Ainsi l'inscription suit l'ouvrier partout où il se présente. Dans le cas où son livret serait rempli et qu'il y aurait lieu de le remplacer, il est fait mention des dettes sur le nouveau ; l'inscription n'est biffée qu'après remboursement. C'est une obligation que la loi impose au dernier patron, mais comme ils sont tous solidaires d'intérêt les uns des autres, et que semblable aventure peut leur arriver, les patrons acceptent facilement cette charge.

C'est donc véritablement une saisie-arrêt formée sur le salaire. Heureusement la loi n'a pas laissé au patron le soin de décider quel serait le montant de la retenue à effectuer et qu'elle en a elle-même fixé les limites. Cette retenue ne peut en aucun cas excéder les deux dixièmes du salaire journalier, ce qui est déjà considérable.

L'ancien maître n'a à s'occuper de rien et une fois la mention inscrite sur le livret son rôle est achevé ; il n'a plus qu'à attendre l'annonce de son collègue. En effet à celui qui aura exercé la retenue est obligé d'en prévenir le maître au profit duquel elle aura été faite et d'en tenir le montant à sa disposition.

Toutes les précautions sont prises. L'ouvrier aurait peut-être été tenté pour se soustraire au paiement de sa dette, de supprimer purement et simplement son livret et

de changer de résidence. Il aurait prétendu l'avoir perdu, on lui en aurait délivré un nouveau sans que la mention des dettes pût y être inscrite, et il se serait ainsi trouvé libéré. L'article 13 de l'arrêté prévient cette supercherie en édictant que l'ouvrier qui aura perdu son livret ne pourra obtenir qu'une permission provisoire de travailler sans pouvoir être autorisé à aller dans un autre lieu, et à charge de fournir à l'officier de police la preuve qu'il est libre de tout engagement.

Annotations. — La loi fixant limitativement les mentions à effectuer dans le livret, il n'aurait jamais dû venir à l'esprit des patrons d'augmenter encore leurs prérogatives en y ajoutant des annotations qu'on ne leur demandait pas. Cependant c'est ce qui advint. Les employeurs tentèrent d'implanter la coutume d'ajouter sur le livret des notes concernant l'habileté, l'assiduité, la probité, ou telle autre chose qui leur convenait. Il est inutile d'ajouter que c'était dans une intention défavorable, si bien que les premières annotations furent réservées à ceux de leurs ouvriers dont ils étaient mécontents.

Le ministre de l'intérieur estima ce procédé abusif, et dans une circulaire de 1809, vint rappeler les industriels à la stricte observation de la loi. Il estimait à juste raison qu'un manufacturier n'a point le droit « d'entacher arbitrairement un ouvrier ». L'expression n'est certes pas trop forte, car si l'on avait permis aux patrons de rédiger des notes à leur fantaisie c'eût été l'arbitraire le plus absolu. La circulaire expliquait nettement que si un

patron avait à formuler une plainte sérieuse contre son ouvrier, il n'avait qu'à user de son droit de le traduire devant les tribunaux seuls juges en pareille matière. « Il n'est point besoin d'insister, disait-elle, sur les inconvénients qui résulteraient d'un tel ordre de choses, et sur la position désavantageuse dans laquelle il placerait l'ouvrier dont le maître n'aurait ni le désintéressement, ni l'esprit d'équité désirables. »

La circulaire malheureusement ne mit pas fin à cette fâcheuse habitude des annotations autant qu'il eût été à désirer. Elle les défendait bien quand elles étaient défavorables, les estimant trop sujettes à caution, mais elle indiquait elle-même le moyen de distinguer le bon ouvrier du mauvais ou soi-disant tel. « S'il n'est pas permis, disait-elle, d'inscrire sur le livret des notes désavantageuses, rien n'empêche de délivrer des congés favorables. » Le danger dans ce cas subsiste. S'il est admis que les bons ouvriers recevront une mention flatteuse, il s'en suivra par là même que l'absence d'annotations, le simple silence, correspondra à un blâme tacite. C'est encore une sélection arbitraire qui s'établit et que la loi n'autorise pas ; le moyen est moins brutal, mais, pour détourné qu'il soit, il n'en est pas moins susceptible d'avoir des résultats nuisibles.

Pénalités. — Chose curieuse dans une loi, aucune pénalité ne vient sanctionner l'obligation du livret. En effet, ni dans la loi de germinal, ni dans l'arrêté de frimaire an XII, on ne trouve trace d'une peine quelconque

pécuniaire ou corporelle. Il y a bien l'article 3 de l'arrêté de frimaire qui répute vagabond l'ouvrier voyageant sans être muni d'un livret portant visa du maire. Mais il faut remarquer que c'était là le complément d'une mesure de police qui, destinée à contrôler les déplacements ne devait s'appliquer qu'aux ouvriers nomades, c'est-à-dire à une partie infime de la population ; les ouvriers sédentaires n'y étaient pas astreints. Même pour les autres d'ailleurs, cette disposition par trop rigoureuse ne fut jamais strictement exécutée ; l'habitude se prit d'exiger uniquement le passeport des ouvriers changeant de résidence.

SECTION III. — Réformes introduites ensuite dans la législation du livret.

§ 1. — Loi du 14 mai 1851.

Avant d'aborder l'étude de cette loi, nous devons pour être complet faire mention du projet de loi sur les livrets, qui fut discuté à la Chambre des Pairs en 1846.

Le gouvernement de Louis-Philippe, voyant que la législation existante ne pouvait plus suffire au but principal pour lequel on l'avait créée, résolut d'en opérer la réunion complète et de présenter aux Chambres un projet de loi qui sut atteindre les classes ouvrières et mater leurs résistances.

Ce projet voté par la Chambre des Pairs édictait quelques règles plus dures que les législations antérieures. Il étendait le champ d'application de la loi en imposant le

livret aux femmes employées dans l'industrie. Il proposait ainsi ce qui sera appliqué plus tard en 1854, sauf toutefois qu'il n'étendait pas l'obligation du livret aux ouvriers travaillant chez eux. En second lieu, le projet rendait obligatoire le dépôt du livret entre les mains du patron. Cependant, en faveur de l'ouvrier, le projet réduisait à trente francs le montant des retenues qu'on pouvait faire sur le salaire de l'ouvrier pour paiement des avances qui avaient pu lui être faites, et défendait au patron de faire sur le livret toute annotation, quelle qu'elle soit. Voté par la Chambre des Pairs, le projet ne vint pas en discussion devant la Chambre des députés, la Révolution qui grondait ayant éclaté.

Après la Révolution de 1848, lorsque le calme se fut rétabli, la question du livret ouvrier fut de nouveau l'objet des sollicitudes de nos législateurs. En 1850, MM. Lanjuinais et Seydoux déposèrent une proposition ayant pour objet : 1° d'abroger les trois articles 7, 8 et 9 de l'arrêté de frimaire ; 2° de décider qu'à l'avenir le droit du patron se réduirait à la faculté de retenir le livret de l'ouvrier qui n'aurait pas « livré le travail qu'il se serait engagé à faire et rempli tous les engagements de son contrat de louage ». C'était la suppression du privilège que les patrons possédaient de retenir le livret aussi en cas de non-remboursement des avances et qu'ils avaient transformé en moyen odieux d'oppression contre l'ouvrier.

Le jour où le projet de MM. Lanjuinais et Seydoux

devait venir en discussion devant l'Assemblée nationale, le ministre du commerce proposa de le retirer de l'ordre du jour parce que le gouvernement avait préparé un autre projet de loi qui après avoir été examiné par le Conseil d'Etat, avait été envoyé à tous les Conseils de prud'hommes avec une série de questions. La Commission consentait à l'ajournement de la discussion lequel fut prononcé.

Le projet gouvernemental visait les mêmes abus que la proposition de MM. Lanjuinais et Seydoux, mais les conclusions n'étaient pas identiques. Tandis que la proposition due à l'initiative parlementaire supprimait l'inscription des ouvriers et la retenue, le projet du gouvernement ne faisait que les limiter. Il maintenait donc le système des avances et la dette de l'ouvrier devait toujours être mentionnée sur le livret. Il fallait bien, disait le ministre, favoriser les avances que certains accidents peuvent rendre indispensables. Mais d'un autre côté, pour supprimer la spéculation chez les maîtres, et rendre impossibles les prêts excessifs qui enchaînent ensuite celui qui les a reçus, le projet restreignait la force du privilège, et ramenait à la limite de trente francs le maximum des avances soumises à la retenue. Une disposition accessoire portait que la retenue ne serait plus que du dixième du prix des salaires au lieu d'être du cinquième.

La Commission étudia les deux projets qui lui étaient soumis. Mais ni l'un ni l'autre ne lui plurent tout à fait, et elle présenta une rédaction nouvelle qui, votée par

l'Assemblée nationale devint la loi du 14 mai 1851. C'était à peu de choses près la consécration du projet gouvernemental dont quelques détails seulement furent modifiés.

Les différents articles du projet furent votés très rapidement. On maintint le privilège des avances jusqu'à concurrence de trente francs. Le rapporteur de la Commission répondit au reproche qu'on adressait aux avances d'encourager et d'entretenir l'esprit d'imprévoyance et de dissipation. Il affirma qu'il serait peu sage de fermer entièrement à l'ouvrier la bourse du maître. Malgré les attaques d'un député, M. Michet Boutet, l'assemblée donna raison au rapporteur de la Commission et approuva son projet, sans cependant y faire trois modifications accessoires.

L'article 3 portait que les avances ne seraient remboursables par privilège que jusqu'à concurrence de trente francs, mais il ne limitait pas au même chiffre la quotité de la dette à inscrire. Le projet, en un mot, maintenait pour le patron le droit de mentionner sur le livret la dette tout entière. Pourquoi permettre une telle inscription et dans quel intérêt ? La mention est prescrite seulement pour ouvrir un privilège ; or, le chiffre de l'inscription dépassant celui du privilège, ferait ressortir un excédent qui ne pouvait être qu'une créance ordinaire. Il était donc logique de ne mentionner sur le livret que les dettes susceptibles d'être privilégiées.

Le texte du projet portait en outre que les retenues à opérer ne pourraient dépasser en aucun cas le dixième

du produit journalier. M. Salmon considéra cette disposition comme une atteinte à la liberté des conventions. Elle laisse, en effet, le patron libre de consentir à une retenue inférieure, mais elle n'envisage pas le cas où l'ouvrier demanderait qu'on lui retint plus du dixième. L'Assemblée se rendit à cette observation. L'article 5 de la loi décide simplement que la retenue « sera du dixième du salaire journalier », ce qui n'exclut pas les conventions contraires.

Le projet du gouvernement enfin, disait que les articles 7, 8 et 9 de l'arrêté de frimaire an XII continueraient à recevoir leur exécution pour le montant des avances dues par les ouvriers à leurs patrons antérieurement à la promulgation de la présente loi. Sur ce point, l'ancienne législation devait rester en vigueur ; les patrons conserveraient le droit de refuser la délivrance du congé et la remise du livret tant que l'ouvrier n'aurait pas remboursé sa dette, et ce remboursement, les patrons pourraient s'ils le voulaient l'exiger en travail. L'Assemblée ne fut pas de cet avis, et ajouta à l'article 6 un paragraphe stipulant qu'en aucun cas les livrets ne pourraient être retenus pour assurer le remboursement des avances, et que les patrons ne pourraient se refuser à le recevoir en argent.

Une dernière réforme a été introduite par les articles 7 et 8 de la loi en ce qui concerne le règlement des contestations qui s'élèveraient relativement à la délivrance des congés ou à la remise des livrets. Les attributions conférées aux maires en cette matière par la loi du 22 ger-

minal leur furent enlevées pour être données aux Conseils des prud'hommes. La question de compétence se trouva donc définitivement tranchée en faveur de ces derniers.

En résumé, la loi du 14 mai 1851 a modifié les dispositions réglementaires de l'arrêté de frimaire en ce qui concerne les avances faites par les maîtres aux ouvriers, les difficultés relatives à la remise du livret et à la délivrance du congé et enfin à la juridiction qui doit connaître de ces difficultés.

§ 2. — Loi du 22 juin 1854 et décret du 30 avril 1855.

Louis-Napoléon, Président de la République, affichait volontiers des tendances sympathiques pour les classes ouvrières ; mais une fois le coup d'Etat accompli, lui et son entourage ne dissimulèrent plus leur prédilection pour les mesures de police et montrèrent qu'ils avaient compris tout le parti qu'ils pourraient tirer au point de vue de l'ordre public qui leur était si cher, d'une loi sur les livrets. De là, la loi de 1854 qui vint renforcer et réformer la loi existante sur les livrets.

Le projet en fut déposé au mois de mars 1854 : « Le livret, disait l'exposé des motifs, est maintenant passé dans les mœurs » et ce projet de loi avait pour objet de compléter les dispositions de la loi de 1851, et d'en assurer l'exécution par une sanction pénale « modérée, mais dont tout porte à prévoir l'efficacité ». Le Corps législatif n'ayant d'autre mission que d'enregistrer les volontés du pouvoir, le vote ne devait être qu'une affaire de temps.

La Commission étudia le projet, déposa deux rapports, le Corps législatif consacra une demi-séance à la discussion, et la loi fut votée le 22 juin 1854. Complétée par le décret du 30 avril 1855, et à Paris par un arrêté de police du 15 octobre de la même année, c'est le dernier monument de la législation sur les livrets. Nous allons passer en revue chacune des principales modifications apportées par cette loi à la législation des livrets déjà existante.

Personnes soumises à l'obligation du livret. — D'après l'article 1^{er}, sont tenus de se pourvoir d'un livret « les ouvriers de l'un et l'autre sexe attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels, ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons ». En un mot, tout individu employé comme ouvrier à un travail industriel est atteint par la loi. C'est là une généralisation considérable de l'usage du livret dont il nous faut apprécier les termes.

Et d'abord, la loi s'étend aux ouvriers des deux sexes. L'arrêté du 9 frimaire an XII n'était applicable ni aux femmes ni aux filles, mais par une extension illégale, la pratique du livret leur avait été imposée dans certaines régions. Dans son exposé des motifs le gouvernement fit valoir que, grâce à la multiplication des grandes manufactures et à l'emploi des moyens mécaniques, les femmes pouvaient accomplir des tâches qui auparavant leur étaient impossibles, et que par suite leur nombre avait augmenté dans une proportion remarquable. « Toutes les raisons

de l'ordre économique et industriel qui justifient l'emploi du livret pour les hommes subsistent également pour les femmes. »

Il s'agit dans la loi uniquement des ouvriers. Ceux qui travaillent pour un individu en qualité de domestiques ne sont donc pas astreints à l'obligation du livret. « Les domestiques ont avec les maîtres qu'ils servent des rapports d'une nature particulière qui ne sauraient être régis par une loi qui s'occupe exclusivement des intérêts de l'industrie » (Rapport Bertrand, D. 57.4.188). De même, n'y sont pas soumis les gens allant en journée, comme les couturières ou les lingères.

Tout en généralisant le livret la loi ne le fait cependant pas sortir du cercle de l'industrie. Les ouvriers assujettis sont seulement ceux appartenant aux établissements industriels. La Commission n'admit pas l'extension de l'obligation du livret à tous les ouvriers et journaliers de l'agriculture, bien que plusieurs conseils généraux l'eussent réclamé. La loi n'est donc pas applicable aux rapports existant entre les cultivateurs et leurs domestiques valets ou serviteurs à gages. Ainsi n'est point passible des peines portées par cette loi, le cultivateur qui a reçu chez lui comme garçon de ferme un ouvrier sorti d'un établissement industriel sans être muni d'un livret en règle.

Même parmi les individus qui se livrent à un travail industriel, tous n'ont pas besoin de se munir d'un livret ; tel le contremaître que la loi de germinal ne visait pas

non plus, tel aussi les apprentis, dont le contrat avec leur patron est régi par la loi du 21 février 1851.

Relativement aux ouvriers qui travaillent chez eux pour les patrons, la Commission n'admit pas la distinction votée par la Chambre des Pairs, et que le projet du gouvernement reprenait pour son compte, en disant que parmi les ouvriers en chambre, ceux-là seuls participeraient à l'obligation du livret qui seraient employés par un seul patron. Les difficultés d'application jugées insurmontables en 1846 n'effrayèrent pas la Commission. « Si le livret est pour l'ouvrier une institution protectrice et bienveillante, s'il doit lui servir de titre à la confiance de ceux auxquels il s'adresse..... pourquoi en priver ceux qui précisément doivent se trouver en rapport avec un plus grand nombre de patrons (Rapport Bertrand). » La Commission imposa donc le livret à tous les ouvriers en chambre.

Quant aux ouvriers qui travaillent chez eux pour des consommateurs, directement et sans intermédiaires, on ne doit pas les considérer comme des ouvriers, mais comme des fabricants, qu'ils soient patentés ou non, par conséquent le livret ne leur est pas imposable.

Terminons en disant que la loi ne vise que les ouvriers « attachés » aux manufactures, fabriques, etc. La prescription du livret eût été excessive si elle eût été imposée à toute personne qui travaille accidentellement ou sans continuité dans l'un des établissements spécifiés, et il eût été superflu d'exiger que les simples journaliers ve-

nant par hasard faire quelques journées fussent porteurs d'un livret.

Pénalités. — Avant 1854, lorsque l'ouvrier se présentait sans livret et que le patron l'accueillait sans les justifications prescrites, ils n'étaient passibles l'un et l'autre d'aucune peine ; la loi n'autorisait que l'action civile et n'accordait que des dommages-intérêts. Le projet de 1846 contenait une sanction pénale, l'amende dans tous les cas, et parfois un emprisonnement de un à cinq jours. La loi de 1854, dans son article 11, en reproduisit les dispositions. D'après cet article, l'absence du livret entre les mains de l'ouvrier, son admission irrégulière par le maître, le défaut d'inscription des mentions prescrites sont passibles en premier lieu d'une amende.

En plus, il peut être prononcé, suivant les circonstances, un emprisonnement de un à cinq jours. Dans la pensée du législateur, cette peine évidemment ne devait être appliquée que dans les cas qui offriraient des circonstances d'une gravité particulière, quand il apparaîtrait, par exemple, qu'une négligence calculée ou des intentions blâmables se seraient mêlées aux contraventions.

Les articles 12 et 13 de la loi visent des délits plus graves. Ils répriment les faux et les fraudes commises en matière de livret. Tout individu coupable d'avoir fabriqué un faux livret, ou d'en avoir falsifié un véritable, est puni des peines portées dans l'article 153 du Code pénal, lequel prévoit un emprisonnement de trois mois à un an.

La connaissance des contraventions à l'article 11 appartient au tribunal de simple police, c'est-à-dire au juge de paix siégeant comme juge de police ; la voie de l'appel est ouverte devant le tribunal de première instance contre les condamnations à l'emprisonnement ou à une amende excédant la somme de cinq francs.

Les faits prévus dans les articles 12 et 13 sont de la compétence des tribunaux correctionnels, avec appel devant la Cour. Dans tous les cas prévus par ces articles les juges ont la faculté d'appliquer l'article 463 du Code pénal pour adoucir la sévérité de la peine en cas de circonstances atténuantes.

Possession du livret. — En 1851, tout en accordant à l'ouvrier le droit d'exiger la remise de son livret une fois qu'il aurait terminé et livré l'ouvrage qu'il se serait engagé à faire, on reconnut de nouveau au chef d'établissement le droit de garder entre ses mains le livret tant que l'ouvrier n'aurait pas rempli son engagement.

Ce n'est pas sans avoir hésité quelque peu que le Corps législatif adopta en 1854 la proposition du gouvernement de laisser les livrets en la possession des ouvriers. La majorité de la Commission chargée d'étudier le projet de loi se prononça contre elle : les principales raisons qu'elle donnait étaient que le dépôt du livret entre les mains du maître était pour lui une garantie contre l'embauchage et la disparition de l'ouvrier, qu'il diminuait les chances de perte du livret, qu'enfin cet usage était entré dans les habitudes de l'industrie. Les adversaires répon-

dirent que les progrès accomplis par la population ouvrière, les principes d'égalité civique et politique proclamés par la Constitution faisaient un devoir au législateur de ne plus maintenir une mesure qui était un acte de défiance envers les ouvriers ; que d'ailleurs ceux-ci seraient aussi bien retenus par les livrets qu'ils auraient dans leur poche qu'ils le sont par ceux déposés chez leurs patrons, attendu que les livrets qui ne porteraient pas les congés d'acquit des derniers patrons serviraient de preuve contre eux, et empêcheraient de nouveaux patrons de les employer.

Ces raisons l'emportèrent et les législateurs décidèrent que le livret resterait désormais en la possession de l'ouvrier.

Interdiction des annotations. — Dans sa circulaire aux préfets du 20 avril 1807, le ministre de l'Intérieur disait que s'il n'était pas permis d'inscrire sur les livrets des notes défavorables, rien n'empêchait de délivrer des congés favorables. Avec ce système, nous en avons fait la remarque, l'absence seule de notes favorables était par là même une mention défavorable.

A la Chambre des Pairs, en 1846, on avait réclamé l'interdiction complète de toute annotation. La loi de 1854 fit de ce vœu une réalité, en défendant qu'il soit fait sur le livret toute espèce d'annotation favorable aussi bien que défavorable. Les contraventions à cette règle sanctionnée par l'article 11, sont punies d'une amende de 1 à 15 francs, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.

La loi se sert de l'expression générale « annotation », sans distinguer celle exprimée par des mots, ou celle qui le serait par des signes. Il est évident, en effet, que ces deux modes d'annotation peuvent entraîner les mêmes conséquences en étant également explicites.

Telles sont les différentes modifications apportées par la loi du 22 juin 1854. Cette loi est le dernier monument de la législation du livret qui resta sans autres changements jusqu'en 1890, c'est-à-dire jusqu'à sa disparition.

CHAPITRE II

SUPPRESSION PARTIELLE DU LIVRET OUVRIER PAR LA LOI DU 2 JUILLET 1890.

SECTION I^{re}. — **Appréciation du livret ouvrier.**

Nous connaissons maintenant l'institution du livret. Nous avons vu ce que nous avons appelé ses antécédents, c'est-à-dire les statuts des anciennes corporations, l'édit du roi de 1749, l'édit de 1781. Puis nous avons étudié son établissement réel par la loi de germinal an XI et l'arrêté de frimaire an XII, enfin les modifications qu'y apportèrent les lois du 14 mai 1851 et du 22 juin 1854.

Il nous faut maintenant en donner l'appréciation. C'est ce que nous allons faire, et en le faisant, nous ne considérerons pas seulement les vexations et les ennuis de toutes sortes dont il est une source pour l'ouvrier, mais, nous plaçant à un point de vue plus élevé, nous l'envisagerons en tant que mesure réglant le contrat de louage d'ouvrage et aussi en tant que mesure de protection de l'industrie.

Et d'abord, en tant que disposition relative au contrat de louage et destiné à en assurer la stricte exécution, nous dirons que le livret n'est pas légitime.

En vain objecterait-on qu'il est aussi légitime que beaucoup d'autres contrats, tels que celui de vente ou de donation, lesquels ont été soumis par la loi à des formes déterminées dans l'intérêt du public et dans celui des parties ; que le législateur a pu de même régler le contrat par lequel les ouvriers louent leurs services. Il n'y a, en effet, aucune analogie entre les formalités que la loi impose pour la donation, la vente, le mariage, l'hypothèque et celles qui résultent pour le louage d'ouvrage de la législation sur le livret obligatoire. Les premières ont pour but de constater entre quelles personnes le contrat est intervenu, quel est son objet, le moment où il est formé, les conditions auxquelles il est soumis ; le livret, au contraire, ne fait pas connaître la convention conclue entre le patron et l'ouvrier, il ne constate rien. Si quelque difficulté s'élève sur l'objet, la durée ou le prix, elle ne pourra être résolue à l'aide des mentions portées au livret. Celui-ci ne parle pas des clauses proprement dites du louage d'ouvrage ; il ne sert en fin de compte qu'à empêcher que celui qui s'est engagé à faire le travail puisse se soustraire à son engagement.

La régime spécial du contrat de louage n'est pas davantage légitimé par sa difficulté. En effet, c'est une convention fort simple, fort usuelle, ne mettant en jeu que des intérêts des plus respectables mais relativement peu considérables à la fois. Cependant, alors que pour les autres contrats leur exécution repose sur les principes de droit civil, que les conventions doivent être exécutées de bonne

foi, et qu'en cas d'inexécution elles se résolvent en dommages-intérêts, pour le louage d'ouvrage on a suivi d'autres règles : on ne s'en est pas remis à l'honnêteté des contractants, mais on a garanti par un ensemble de formalités et de peines le respect des engagements. Cette exception se comprend d'autant moins que les ouvriers sont soumis aux mêmes mesures que tout le monde pour tous les autres contrats ; ils louent, ils achètent, ils vendent, ils empruntent comme les autres personnes. Dans toutes ces hypothèses ils peuvent agir avec mauvaise foi, tromper ceux qui contractent avec eux. Pour ces cas néanmoins la loi ne prend pas de précautions contre eux, elle les laisse dans le droit commun.

Tout au moins les mesures concernant le contrat de louage devraient-elles être générales et s'appliquer à tous ceux qui louent leurs services. Or il n'en est rien ; les ouvriers seuls, sont soumis au livret, et cependant au point de vue du contrat de louage d'ouvrage il n'existe aucune différence entre eux et un fabricant par exemple, qui a pris vis-à-vis de quelqu'un l'engagement de construire dans un certain délai une machine pour une somme fixée. Il y a plus. L'obligation du livret est loin d'atteindre tous les ouvriers. D'abord, ceux employés dans l'agriculture en ont toujours été exemptés ; de même ceux remplissant des fonctions domestiques, Ensuite, parmi les ouvriers industriels eux-mêmes, cette masse énorme qui ne travaille pas d'une façon continue et continue pour un ou plusieurs établissements, c'est-à-dire les journaliers,

peuvent ne pas être porteurs de livrets. Donc, pris comme règle du contrat de louage, nous ne voyons aucune raison qui légitime le livret.

Celui-ci est-il au moins une mesure protectrice de l'industrie? Cela pouvait être sous le Directoire; les souvenirs d'une réglementation existante depuis longtemps, les désordres causés par le bouleversement politique et social de cette époque avaient pu rendre nécessaires au commencement du siècle de pareilles mesures. Aujourd'hui il n'en est plus de même; l'industrie se trouvant dans un état tout autre, le système peut changer. S'il est vrai qu'alors les ouvriers avaient l'habitude de ne pas remplir leurs engagements, nous croyons qu'ils ont fait de grands progrès sous ce rapport; ils comprennent que c'est leur intérêt d'apporter de la bonne foi dans leurs relations avec les patrons.

Ceux-ci, d'ailleurs, ont de nos jours une facilité bien plus grande pour supporter la rareté de la main-d'œuvre, pour se procurer rapidement le nombre d'ouvriers qui leur sont nécessaires, pour ralentir ou suspendre leur fabrication, pour résister aux grèves, cela grâce aux moyens mécaniques de production, aux ressources financières, aux facilités économiques dont ils jouissent. Aussi en admettant que des ouvriers profitant de la liberté qui leur est donnée ne remplissent pas leurs engagements, les patrons sauront supporter et s'ingénier à prévenir ce dommage, comme cela arrive pour les autres abus que les ouvriers font parfois de leur liberté. En

définitive ils seront placés dans une position analogue à celle des cultivateurs et des simples particuliers vis-à-vis des gens qu'ils emploient ; comme eux ils auront à prendre des renseignements et à se précautionner contre les départs subits de leurs ouvriers.

Considérons au surplus ce qui se passe à l'étranger, et prenons l'Angleterre où l'industrie est si prospère. Les ouvriers anglais n'ont pas une moralité supérieure à celle des ouvriers français : ce ne sont pas non plus les occasions de désertir les ateliers qui leur manquent. Ils n'ont pas de livret, et cependant quelle industrie était plus florissante que l'industrie anglaise ?

Nous pouvons encore tirer de ce qui se passe en France un argument contre l'utilité du livret obligatoire pour l'industrie. L'enquête de 1868 nous montre en effet que dans nos principales villes la loi sur les livrets était mal observée, et cependant c'était dans ces villes que l'industrie se trouvait la plus florissante. Paris, par exemple, se plaçait à la tête du pays sous le rapport industriel, et c'était là où la loi était la plus inexécutée. Donnons un second argument historique : de l'an XII à 1832 la peine portée contre le vagabondage a sanctionné l'obligation du livret, mais de 1832 à 1853 cette obligation n'a plus eu de sanction. Or, il est certain que nos ateliers et manufactures ont pris un plus grand développement pendant cette seconde période que pendant la première. D'autre part, à Paris, en 1856, des livrets ont été délivrés à plus de 110.000 ouvriers et à plus de 26.000 ouvrières. Dix ans après, la loi étant de plus en

plus inexécutée, les livrets délivrés ont été en nombre environ trois fois moins considérable. Dans la suite ce chiffre a encore diminué. Cependant nul n'a remarqué que l'industrie soit tombée en décadence à cette époque. Ce n'est donc pas en résumé en protestant de l'intérêt de l'industrie que l'on pourra défendre le livret.

Si le livret a peu ou même point d'avantages pour l'industrie, en revanche il ne manque pas d'inconvénients pour les ouvriers.

Nous savons en effet que la délivrance des livrets appartient aux maires. Par exception, elle est attribuée à Paris au préfet de police, et à Lyon ainsi que dans les communes de l'agglomération lyonnaise, au préfet du Rhône. Il eût été désirable que cette exception n'existât pas et que l'autorité municipale fut seule chargée de la délivrance des livrets, aussi bien à Paris et à Lyon que dans le reste de la France. La préfecture de police ayant reçu dès l'origine l'attribution qui vient d'être indiquée, et que l'article 2 de la loi de 1854 a seulement confirmée, n'avait pas tardé à l'étendre en invoquant les pouvoirs généraux de police qui lui étaient confiés, et avait prescrit que tout ouvrier qui venait à Paris chercher du travail, dans les trois jours de son arrivée, devait se présenter à la préfecture de police pour faire viser son livret, et qu'à chaque changement d'atelier il serait tenu d'aller chez le commissaire de police de son quartier faire viser les signatures de son ancien et de son nouveau patron. Dans plusieurs grandes villes de pareilles mesures avaient été

édictées. Or, quels dérangements, et quelles pertes de temps ces formalités ne causaient-elles pas aux ouvriers ! Ils en étaient d'autant plus irrités qu'ils étaient persuadés que ces visas n'avaient pas d'autre but que de renseigner la police sur ce qu'ils faisaient. Non seulement, disaient-ils, cette intervention de la police est vexatoire, mais encore elle nous humilie en nous obligeant de nous trouver dans les mêmes lieux, nous avec des malfaiteurs, et nos femmes avec des filles perdues.

Ces inconvénients du livret sont indéniables. Dès 1846 la Chambre des Pairs s'en occupait. Le comte Beugnot les signalait aussi dans son rapport : « Les ouvriers réclament vivement et depuis longtemps contre les formalités du visa qui leur font perdre un temps précieux et les assimilent, disent-ils à des condamnés libérés, sur lesquels l'œil de la police est toujours ouvert. Il faut reconnaître que l'administration ne trouve pas dans l'accomplissement de ces formalités des avantages qui en compensent les inconvénients. »

En revanche, peut-on dire au moins que le livret est utile aux patrons ? Pas même. Et la preuve en est qu'ils se soustraient aussi à l'observation de la loi. Cela se comprend. Comme il est défendu de faire dans le livret aucune annotation favorable ou défavorable, ce titre ne donne aucun moyen de distinguer le bon ouvrier du mauvais. En outre, ils ne peuvent plus exiger la remise du livret, car depuis la loi de 1854, c'est l'ouvrier qui le conserve ; alors quelle est leur garantie ? Même lorsqu'ils

en réclament, en conformité de l'article 6, le dépôt entre leurs mains, ils n'y attachent pas grande valeur, car ils savent combien il est facile à un ouvrier de se débarrasser d'un livret porteur de mauvaises notes et d'en obtenir un autre en remplacement. A ce propos même, les patrons se plaignent de la négligence des maires et des commissaires de police qui délivrent des livrets trop légèrement et sur une simple attestation, sans s'assurer de l'identité de l'individu et de ses véritables noms, ce dont l'ouvrier s'empresse de profiter.

Un ouvrier a-t-il inscrit sur son livret une somme pour laquelle il devra subir la retenue d'un dixième, ou bien son patron refuse-t-il de signer son livret parce que le temps pour lequel il s'est engagé à travailler n'est pas écoulé, il va trouver l'autorité municipale à qui il déclare qu'il a perdu son livret. Pour en obtenir un nouveau, il lui suffira de produire une attestation du patron qui va l'employer. Un autre moyen qu'il emploie est de quitter son industrie et de se placer pour quelque temps comme domestique ou journalier ; puis il rentre dans l'industrie comme s'il n'en avait jamais fait partie, et alors rien ne lui est plus facile que de se faire délivrer un livret. Ou encore, car il a le choix des moyens, il s'en va trouver un ami qui, pour la circonstance s'intitule patron, et lui donne un certificat de complaisance lequel suffit généralement à lui faire délivrer un livret en remplacement de celui qu'il a perdu ou qu'on lui a pris.

En admettant que le livret ne soit pas inutile aux pa-

trons, il est pour eux la cause de formalités gênantes qui sont une raison suffisante pour qu'ils ne l'exigent pas. Dans les grandes villes ceux-ci ont encore une raison pour ne pas observer la loi. Ils ont quelquefois beaucoup de peine à se procurer des ouvriers. Ils les reçoivent donc souvent sans qu'ils soient munis de leurs livrets, aimant mieux sacrifier les formalités exigées que d'être privés de travailleurs au moment où ils en ont besoin.

Reste à donner notre avis sur le livret considéré comme mesure de police. Ce ne peut être que fort court. Il est indiscutable en effet qu'un gouvernement n'a pas le droit de soumettre à une surveillance spéciale de la police toute une catégorie de personnes, les ouvriers industriels, dans le cas présent, sous le prétexte qu'il craint leurs revendications.

Ainsi, mesure non légitime en tant que disposition relative au contrat de louage, n'aidant en rien à la prospérité de l'industrie, gênante et blessante pour les ouvriers, inutile aux patrons, telle est l'appréciation, pas trop sévère à notre avis, que nous porterons sur le livret obligatoire des ouvriers.

Il n'est qu'un point où l'on peut regretter le livret obligatoire ; c'est au point de vue de la question des ouvriers étrangers en France. Là, il faut le reconnaître, le livret ne serait pas sans utilité.

D'abord, il permettrait aux patrons de se conformer avec certitude à la loi du 8 août 1893. Cette loi dans un but,

soit de police et de surveillance des ouvriers étrangers, soit de défense des ouvriers nationaux contre ceux non français, prescrit à tout patron qui emploie un de ceux-ci de l'inscrire sur un registre spécial et puni d'une amende le contrevenant. Or quels moyens le patron a-t-il de se renseigner ? Aucun de commode tandis que le livret avec son caractère d'identité ferait connaître très facilement au patron la nationalité de ses ouvriers.

De plus, il est de nombreux cas où l'employeur a intérêt à connaître ce que sont ses ouvriers. Certains patrons, pour la prospérité de leur maison tiennent à avoir des ouvriers sérieux et sur lesquels ils puissent compter, qualités qui se trouveront plus facilement chez des Français établis dans le pays que chez des étrangers souvent sans feu ni lieu. D'autres, ayant des industries guère connues qu'en France, ne veulent pas de collaborateurs étrangers qui après s'être mis au courant chez nous pourraient transporter et créer chez eux des industries semblables. Il y a intérêt enfin à ce que ceux qui fabriquent des armes ou des moyens de défense pour notre pays n'occupent pas des étrangers capables de découvrir nos secrets et de les trahir. Dans tous ces cas, les patrons n'auraient qu'à demander leur livret aux ouvriers et se trouveraient immédiatement fixés sur leur origine.

SECTION II. — Loi du 2 juillet 1890.

Cette législation du livret qui possédait si peu d'avantages pour avoir tant d'inconvénients, et qui en outre

était si mal observée, devait disparaître. Elle disparut en effet par la loi du 2 juillet 1890.

Mais avant d'aborder l'étude de cette loi, nous devons signaler la tentative de suppression du livret qui fut faite les dernières années de l'Empire. A ce moment, les protestations des ouvriers contre la loi de 1854 et la législation générale qui les régissait se faisaient plus fort. Aussi le gouvernement de Napoléon III, commençant à craindre sérieusement l'opposition, voulut faire quelque chose pour les classes ouvrières et chercher à se les concilier, celles-ci étant fort mal disposées, car si l'Empire leur avait promis beaucoup il avait peu tenu. Une Commission d'encouragement fut donc instituée pour faciliter les études des ouvriers, et des délégations ouvrières officielles émirent une série de vœux qu'on soumit à l'Empereur. Un de ces vœux était l'abolition du livret.

Le gouvernement reçut les desiderata qui lui étaient présentés, et, toujours poussé par l'idée de ramener à lui l'opinion, forma une Commission chargée d'étudier les modifications dont pourrait être susceptible la loi sur les livrets. Le jour de l'examen du projet de loi qui avait été élaboré, l'Empereur présida lui-même la séance du Conseil d'Etat. Il rappela la loi du 25 juin 1864 donnant aux ouvriers la liberté de se coaliser, celle du 2 août 1868 supprimant l'article 1781 du Code civil, et dit vouloir faire mieux en supprimant le livret. Le projet fut voté par le Conseil d'Etat le 17 mars 1869. Les événements qui suivirent firent qu'il ne fut jamais discuté.

L'idée cependant était mûre, et le livret ne devait pas durer longtemps encore. En effet, le 21 novembre 1881, un député, M. Dautresme, déposa une proposition de loi tendant à l'abrogation pure et simple du livret ouvrier. La proposition fut renvoyée à une Commission qui formula une nouvelle rédaction puis sollicita la Chambre de vouloir bien déclarer l'urgence pour que la proposition put être votée par le Sénat avant la fin de la session. La Chambre consultée déclara l'urgence et adopta sans discussion l'article unique du projet.

La transmission au Sénat eut lieu le 20 juin 1882. Dans un très intéressant rapport (*Journ. off.*, 7 juin 1883, annexes, p. 791), M. Barthe présenta un résumé historique de la législation et conclut à l'abrogation du livret obligatoire. La loi eût été votée très rapidement, mais la Commission du Sénat ne s'en tint pas à l'article unique voté par la Chambre et pensa qu'il serait utile de mettre à la portée des ouvriers un livret facultatif. Une discussion très longue s'engagea sur les avantages et les inconvénients d'un pareil livret. Enfin cette idée l'emporta et le Sénat vota le projet, mais remanié, en ce sens qu'il y avait introduit le livret facultatif.

La proposition fit retour devant la Chambre le 26 novembre 1883. La Commission n'adopta pas les modifications introduites par le Sénat, et repoussa notamment l'article qui instituait le livret facultatif. Mais ensuite, craignant de voir la législation arriver à son terme avant qu'une solution pût être obtenue du Parlement, elle se dé-

cida à modifier ses conclusions et proposa d'accepter purement et simplement le texte admis par le Sénat. La Chambre ne se rendit pas à l'opportunité des raisons formulées par ses rapporteurs. Elle ne vit qu'une chose, c'est que le livret ouvrier supprimé par elle avait été en partie, du moins le croyait-elle, rétabli en quelque sorte par le livret facultatif. A une grande majorité elle résolut donc de maintenir la solution primitive, c'est-à-dire suppression pure et simple du livret.

Pour la seconde fois le projet fut envoyé devant le Sénat le 19 octobre 1886. Le Sénat semblait disposé à persévérer dans le vote qu'il avait omis en 1883 lorsque M. Pierre Legrand, ministre du commerce, demanda le renvoi à la Commission afin de se mettre d'accord avec elle sur un texte qui donnerait satisfaction à la fois au Sénat et à la Chambre. La Commission examina les observations du ministre et lui donna en partie satisfaction. Elle supprima l'article qui instituait un livret délivré et paraphé par le maire, laissant celui-ci exister facultativement toujours, mais sans réglementation. L'ouvrier était libre de choisir la justification de sa capacité et de la présenter au maire. Le Sénat approuva ces modifications et vota le texte proposé par la Commission.

Au mois de février 1889 le projet revint devant la Chambre, et on pouvait à ce moment espérer que l'accord serait unanime puisqu'il n'était plus question de livret facultatif. La Chambre adopta bien le même texte que le Sénat sur les dispositions essentielles, mais elle s'en sé-

para sur des points, on peut dire de détail. Le projet du Sénat laissait subsister les dispositions qui concernaient les livrets de fabrique, les livrets de compte pour le tissage et le bobinage et les livrets des enfants mineurs de la loi de 1874. La Chambre convaincue de l'inutilité des deux premiers de ces livrets voulut les abroger.

Pour la troisième fois la proposition fut envoyée au Sénat, le 13 février 1890. Celui-ci avait cédé sur la question du livret facultatif et s'était rangé à l'opinion de la Chambre. Cette fois il maintint ses résolutions en ce qui concernait les lois de 1806 et de 1850.

Le 13 mai 1890 nouveau retour à la Chambre, qui alors céda et adopta sans modifications le projet qui devint ainsi la loi du 2 juillet 1890 et dont voici le texte :

ART. 1^{er}. — Sont abrogés : la loi du 22 juin 1854, le décret du 30 avril 1855, la loi du 14 mai 1851, l'article 12 du décret du 13 février 1852, sur les obligations des travailleurs aux colonies, et toutes les autres dispositions de lois ou décrets relatifs aux livrets d'ouvriers.

Néanmoins continueront à être exécutés : les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sur les livrets d'acquets de la fabrique de Lyon ; celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, et l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 relatifs aux livrets des enfants et des filles mineures employés comme apprentis ou autrement.

ART. 2. — Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun, et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter.

Cette nature de contrat est exempte de timbre et d'enregistrement.

ART. 3. — Toute personne qui engage des services peut à l'expiration du contrat exiger de celui qui les a loués sous peine de dommages-intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie, et l'espèce de travail auquel elle a été employée.

Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement.

La loi de 1892 a fait enfin justice de l'obligation pour les ouvriers des établissements industriels de se munir d'un livret. Dorénavant ceux-ci peuvent travailler librement. Ils n'ont plus, quand ils veulent gagner leur vie et celle de leur famille, à se procurer ce livret qui les suit, s'attache à eux, les met en quelque sorte en carte, comme on n'a pas craint de le dire à la Chambre des députés lors de la discussion de la loi. Ils ne sont plus obligés d'obtenir de leur patron que celui-ci leur rende leur livret et leur donne un congé d'acquit pour pouvoir le quitter et s'embaucher ailleurs. Comme les autres ouvriers, comme les employés, comme tout le monde, s'ils veulent quitter celui qui les emploie, ils pourront le faire sans avoir à craindre d'être dans l'impossibilité de trouver du travail ailleurs. Que s'ils ont causé quelque dommage à leur patron en rompant brusquement le contrat qui les liait, celui-ci n'a qu'à les actionner devant les tribunaux pour obtenir des dommages-intérêts. L'obligation de faire, en effet, n'existe pas dans notre droit ; elle se résoud par des dommages-intérêts. Cette règle s'applique aussi à l'ouvrier qui n'est plus en dehors du droit commun. Il est passible de dommages-intérêts s'il a causé un préjudice, mais le patron ne peut l'obliger à

accomplir la tâche à laquelle ils s'étaient engagé en retenant son livret, et en lui refusant un congé d'acquit.

Avec le livret disparaît les privilèges des patrons pour le remboursement des avances de salaire qu'ils avaient pu faire à leurs ouvriers. Nous connaissons ces privilèges pour les avoir étudiés plus haut. Ils sont au nombre de deux. Le premier consiste en ce que le patron peut refuser à l'ouvrier son livret et le certificat de congé tant qu'il n'est pas remboursé. Bien plus, si l'ouvrier se procure la somme empruntée et l'offre en paiement à son patron, celui-ci peut refuser et exiger que le remboursement ait lieu en travail et forcer ainsi l'ouvrier à rester à son atelier. Le second privilège consiste en ce que le patron qui consent à laisser partir l'ouvrier qui est son débiteur et à lui remettre son livret, a le droit de noter sur ce livret le montant de sa dette et de se la faire payer par les patrons qui emploieront ensuite cet ouvrier et qui à cet effet feront sur son salaire la retenue d'un dixième. Rien de cela n'existe plus. D'abord, naturellement, il ne peut plus retenir le livret puisque celui-ci n'existe plus. Ensuite, s'il est créancier de son ouvrier, il n'a pour se faire payer que les moyens mis à la portée de tout le monde, c'est-à-dire qu'il fera rendre les immeubles de son débiteur si par hasard il en possède, à défaut ses meubles, ou bien fera mettre des oppositions, et encore en cela devra-t-il observer les prescriptions de la loi du 12 janvier 1895, enfin il emploiera les moyens d'exécution qu'il pourra, mais il ne pourra plus pratiquer une sorte

de saisie-arrêt sur le salaire de l'ouvrier et attendre tranquillement le paiement de sa dette par les retenues que les patrons de l'ouvrier devront lui faire subir sur sa paye.

La loi de 1890 a changé aussi quelque chose dans la situation des patrons qui, nous l'avons vu, étaient passibles de dommages-intérêts de la part de l'ancien patron s'ils engageaient un ouvrier non muni de son livret. Dorénavant, en embauchant un ouvrier ils n'ont plus besoin de s'inquiéter d'où il vient, s'il est en règle avec son ancien patron. Ils sont soumis au droit commun c'est-à-dire que si quelqu'un leur convient ils peuvent l'embaucher sans avoir à se préoccuper si ce nouvel engagement le mettra dans l'impossibilité de tenir d'autres engagements et causera un préjudice au maître précédent.

Outre les trois dérogations au droit commun que nous venons de signaler, le livret apportait sinon une dérogation du moins une règle spéciale, relativement à la preuve du contrat de travail. Le livret, en effet, fournissait un moyen d'apporter cette preuve. La partie demanderesse n'avait qu'à montrer le livret avec la date qu'il renfermait pour prouver l'existence du contrat. De la part de l'ouvrier, la remise du livret au patron impliquait qu'il était entré à son service, et de la part du patron le fait d'avoir inscrit sur le livret la date d'entrée du porteur impliquait acceptation de celui-ci comme ouvrier à l'époque indiquée.

Le livret ayant été abrogé, ce mode spécial de preuve du contrat, sauf toutefois en ce qui concerne les enfants

et les filles mineures, a disparu. La preuve du contrat de travail se trouve donc aujourd'hui régie à tous égards par le droit commun. Cependant la disposition finale de l'article 2 de la loi de 1890 qui autorise les parties à constater leurs accords « dans les formes qu'il leur plaira d'adopter », celle aussi de l'article 2 *in fine* de la même loi qui exempte de timbre et d'enregistrement les écrits que les parties auraient pu dresser, jettent un trouble dans l'esprit. Ces dispositions toutefois n'autorisent pas, à notre avis, à dire qu'il y a lieu à un mode particulier de preuve.

Le livret disparaissant, le législateur a-t-il craint que l'ouvrier ne pût obtenir la preuve qu'il a été employé à tel travail et qu'il a accompli sa tâche? Il semble que oui, car l'article 3 de la loi stipule que toute personne qui engage ses services peut à l'expiration du contrat exiger de celui à qui il les a loués, sous peine de dommages-intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sortie et l'espèce de travail auquel il a été employé.

En vertu de cette disposition, un patron doit donc fournir à son employé, s'il le demande, un certificat constatant la nature et la durée de ses services dans son établissement; s'il refuse, il est passible de dommages-intérêts dont le montant sera fixé par le tribunal suivant les circonstances (Trib. com. Seine, 1893, *Gaz. des Trib.*, 29 juin). L'irrégularité du certificat délivré donne le droit d'exiger sa réglementation ou des dommages-intérêts comme le refus du certificat. Mais si elle n'a pas

empêché l'ouvrier de se placer l'action en dommages-intérêts manquerait de fondement (Trib. com. Seine, 8 septembre 1893). Si l'ouvrier a le droit d'exiger toutes les mentions édictées dans la loi, il ne peut par contre en exiger d'autres. Ainsi il ne peut requérir un certificat constatant la cause de la cessation de ses services (Trib. com. Marseille, 28 juin 1883), ou même un certificat de probité ou de moralité (Chambéry, 21 juin 1878). Le texte de la loi n'impose pas une telle obligation, et nul n'est tenu de rendre témoignage en dehors des cas et des formes déterminées dans la loi.

Le patron dans la rédaction de ce certificat ne doit mettre que des mentions exactes ; il engagerait sa responsabilité morale et même parfois sa responsabilité pécuniaire vis-à-vis des tiers, s'il délivrait un simple certificat de complaisance.

Par faveur, ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement. De l'instruction adressée par la Régie à ses préposés pour l'exécution de la loi de 1890, il semble résulter que l'immunité n'est accordée qu'au certificat contenant exclusivement les énonciations indiquées dans la loi. Cette solution paraît exacte, toute immunité d'impôt étant de droit étroit. A la différence du contrat de louage, le certificat est exempt de timbre et d'enregistrement non seulement lorsqu'il est donné à un ouvrier, mais lorsqu'il est donné à un employé ou à un domestique, car on admet généralement que l'une et l'autre de ces personnes ont comme l'ouvrier le droit d'exiger le certificat.

Ce soin du législateur à déclarer que l'ouvrier peut exiger un certificat semble superflu. Celui-ci, en effet, quand il a rempli tous ses engagements peut l'obtenir d'après le droit commun. D'après l'usage suivi un peu partout, à Paris spécialement, l'employé sortant pouvait déjà avant la loi du 2 juillet 1890, requérir un certificat énonçant la nature et la durée de ses services, ainsi que l'acquit de ses engagements (Trib. com. Seine, 8 septembre 1885, *Gaz. des Trib.*). Ce droit de l'ouvrier est parfaitement juste. Tout individu qui s'acquitte de ses obligations doit pouvoir exiger une quittance de son créancier, et cela est vrai aussi bien pour les obligations de faire que celles de donner. La loi toutefois en poussant la prévoyance aussi loin n'a peut-être pas eu tort, car la résistance de certains employeurs en cette matière pouvait faire craindre un refus aux demandes de certificats cependant légitimes de leurs ouvriers.

Le certificat dont parle la loi de 1890 n'est-il en rien différent de celui que l'usage permettait, à juste titre avons-nous dit, à l'ouvrier de demander ? Le droit commun n'ouvrait d'action en dommages-intérêts pour refus de ce dernier certificat que s'il a été cause d'un préjudice. Or, c'est une question de savoir si l'article 3 de la loi de 1890, en permettant expressément d'exiger ce certificat sous peine de dommages-intérêts a entendu en cette matière spéciale dépasser le droit commun et faire de l'action en dommages-intérêts une sorte de peine indépendante de tout préjudice causé. Quelques auteurs

s'appuyant sur ce que l'interdiction des dommages-intérêts dans le texte est venue d'un changement à sa rédaction primitive pensent qu'ici le préjudice est présumé, et que sous le nom de dommages-intérêts se cache une sorte d'amende prononcée par les tribunaux civils. Cette conclusion est fort discutable. Si le législateur avait eu cette pensée il lui était facile d'édicter, en dehors des dommages-intérêts, une peine de simple police pour refus de certificat comme il y en avait autrefois pour embauchage d'ouvrier sans livret. Comment admettre, sans un texte absolument clair, une amende dont les tribunaux civils auraient à faire non seulement l'application, mais la fixation absolument arbitraire et avec attribution à un particulier, contrairement aux droits fondamentaux de notre droit pénal ? L'addition faite par la Chambre au texte primitif s'est bornée au contraire à des « dommages-intérêts », droit dont le nom seul suppose un dommage.

Tel est le certificat de la loi de 1890, semblable en définitive à celui que l'usage permettait déjà d'exiger.

Le livret ouvrier est supprimé, mais le livret des lois de l'an XI, de 1851, de 1854 seulement. Il subsiste dans trois lois : 1° la loi de 1806 sur les livrets d'acquit de la fabrique lyonnaise ; 2° la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage ; 3° la loi du 19 mai 1874, remplacée par celle du 2 juillet 1892, sur le travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie. L'étude de ces lois fera l'objet de la troisième partie de notre travail.

SECTION III. — Critique de la loi du 2 juillet 1890. — Livret facultatif ou suppression de tout livret ?

Nous venons de voir comment fut votée la loi de 1890. Il nous faut maintenant dire notre appréciation sur cette œuvre qui fut si longue à achever.

Cette loi a fait deux choses : d'abord, elle a supprimé le livret obligatoire. Nous ne discuterons pas cette disposition, car cela est déjà fait. Nous avons vu que le livret était : en tant que disposition relative au contrat de louage, illégitime ; en tant que loi protectrice de l'industrie, inutile et sans effets ; en tant que règlement de police, injuste et odieuse. Nous avons constaté quelles colères il soulevait à bon escient chez les ouvriers, soumis par lui à des dérangements nombreux, à des froissements humiliants. Aussi louerons-nous sans réserves cette première partie.

La loi, en second lieu, n'a pas admis le livret facultatif. Nous nous étendrons, au contraire, sur ce point à cause de l'intérêt qu'il comporte. Beaucoup de bons esprits, en effet, sont encore partisans de ce livret, et déplorent qu'il n'ait pas été maintenu.

Qu'est-ce que ce livret facultatif ? Tout ouvrier aurait la faculté de demander un livret au maire de la commune que celui-ci ne pourrait lui refuser. En possession de ce livret lorsqu'il sort d'un établissement industriel il pourrait demander au patron d'y inscrire une mention spé-

ciale. Cette mention donnerait son nom, et les dates de son entrée et de sa sortie. Le patron de son côté ne pourrait se refuser à cette constatation. Voilà le livret facultatif.

Cela dit, pourquoi vouloir un pareil livret ; quels en sont les avantages ?

Et d'abord, il servira à l'ouvrier à trouver plus facilement de l'ouvrage. Dans la ville qu'il habite, celui-ci pourra établir par la simple constatation du temps passé dans les ateliers où il a été employé ses habitudes d'ordre, de travail et de moralité. S'il vient à quitter un établissement, ce livret lui permettra de se présenter avec confiance ailleurs. Il n'aura nul besoin pour être embauché de faire des démarches désagréables, ni de recourir à des sollicitations humiliantes. La production de son livret suffira pour faire apprécier sa valeur, et pour lui ouvrir un atelier. Si les nécessités de la vie ou les fluctuations de l'industrie l'obligent à voyager et à aller chercher dans une autre localité de l'ouvrage ou un salaire plus élevé, le livret lui servira de certificat industriel, et l'affranchira de ces préliminaires désagréables connus sous le nom de travail à l'essai. Se présente-t-il dans un établissement pour obtenir de l'ouvrage ? s'il peut montrer un livret fournissant la preuve qu'il est habituellement attaché à son métier, qu'il travaille longtemps à la même maison, le patron l'accueillera avec sympathie et l'admettra dans ses ateliers ; s'il ne peut l'employer il l'aidera souvent à trouver du travail ailleurs.

Le livret facultatif, en second lieu, sera d'une grande utilité à l'ouvrier pour trouver aide et crédit dans toutes les occasions où il en aura besoin. Qu'il tombe malade, ou bien qu'un chômage le prive de travail, partant de salaire, ou bien encore qu'il survienne un de ces événements, mort, mariage, naissance, où quelques avances sont nécessaires, l'ouvrier sera bien embarrassé. Impossible à lui de donner des garanties aux prêteurs, sinon des garanties personnelles résultant de ses habitudes laborieuses. C'est alors que le livret lui sera précieux. Grâce à lui il pourra montrer qu'il est un travailleur, et il trouvera plus facilement du crédit auprès du logeur, du boulanger et autres fournisseurs des objets nécessaires à la vie.

L'ouvrier intelligent, habile, cherche à devenir de salarié, patron. S'il lui manque pour réaliser son projet une ouverture de crédit, son livret aidera à le lui procurer, c'est là un troisième avantage. Si même plusieurs d'entre eux veulent former une société coopérative dont le fonctionnement n'est possible qu'à l'aide d'un capital emprunté, les livrets des divers associés, attestant leur esprit et leurs habitudes d'ordre, imposeront la confiance des détenteurs des capitaux et leur feront obtenir le crédit qui leur est indispensable. En outre, si quelques patrons comprenant bien leurs intérêts veulent mettre leur établissement à l'abri des crises ruineuses occasionnées par les grèves ou par l'abandon de leurs ouvriers au moment de l'exécution des marchés, et pour cela assurent à

ceux-ci une part dans les bénéfices, le livret sera encore utile. De telles associations, en effet, ne peuvent se former qu'entre personnes qui se connaissent et qui ont les uns dans les autres une grande confiance. Or le livret pourra procurer à l'ouvrier un moyen de s'introduire dans un de ces établissements, et, après y avoir été employé comme *auxiliaire*, y devenir patron. Les ouvriers dont les livrets démontrent l'habileté et la bonne conduite par la seule constatation des étapes de leur vie de travail, auront le plus de chance d'obtenir, soit dans les établissements n'appartenant qu'à un seul patron, soit dans les établissements appartenant à des sociétés coopératives, la position d'associés aux bénéfices ou d'associés coopérateurs. Les livrets facultatifs n'assureraient pas sans doute nécessairement tous ces avantages, mais tout au moins contribueraient à les leur procurer.

L'utilité du livret facultatif serait donc grande pour les ouvriers. Elle le serait aussi pour les patrons. Ceux-ci, en effet, à défaut de lui, se trouveraient obligés d'embaucher leurs ouvriers un peu au hasard ou de les prendre à l'essai pendant un temps déterminé. Ce mode de recrutement peut occasionner aux chefs d'établissements des pertes plus ou moins importantes suivant la nature de l'industrie et suivant la valeur des matières premières confiées. Au contraire, si les ouvriers quand ils se présentent dans un atelier étaient porteurs de livrets facultatifs constatant qu'ils ont travaillé pendant un temps suffisant pour donner la preuve de leur aptitude, et dans

des établissements connus par la bonne confection de leurs produits, les patrons seraient fixés sur les mérites des porteurs de ces documents. Ils apprécieraient quel est le genre de travail auquel on peut les employer ; ils sauraient s'ils peuvent avoir confiance en eux, s'ils peuvent entreprendre des travaux importants ou à long terme, à prix déterminés, sans avoir à craindre d'être abandonnés par eux au moment de l'exécution des commandes. De la sécurité dans les rapports entre les ouvriers et les patrons peut dépendre en partie la prospérité de l'industrie.

Une autre considération plus haute encore que l'intérêt de l'ouvrier et du patron existe pour la création d'un livret facultatif : c'est l'intérêt de la société. Un jour, grâce à la diffusion de l'instruction primaire, au développement de l'instruction professionnelle, et aux idées économiques qui seront le résultat de ce double enseignement pratique, le niveau intellectuel et moral des ouvriers s'élèvera. Mais aujourd'hui la population ouvrière comprend malheureusement encore un grand nombre d'ouvriers sans connaissances techniques suffisantes, des ouvriers inférieurs et peu laborieux qui pèsent sur les bons ouvriers, et souvent les dominent dans les coalitions et les grèves. Les actifs et les moins capables mesurant leurs exigences à leurs désirs et non à leurs œuvres, demandent des réformes qui sont le bouleversement total de ce qui existe. Il y a là une plaie. Toutes les questions ouvrières nous mettent en face des mêmes

dangers et soulèvent les mêmes problèmes économiques. Que devons-nous faire à propos du livret d'ouvrier qui est une de ces questions ? Nous devons aider les travailleurs de bonne volonté à parvenir eux-mêmes par leur travail et leur prévoyance à un degré chaque jour plus élevé de moralité et de bien-être, et à remplir dans la société un rôle de plus en plus utile. Mais pour y parvenir il faut que les bons ouvriers ne soient pas écrasés par les mauvais ; il faut constamment provoquer ces derniers à s'améliorer par l'exemple des premiers. Amener le plus grand nombre possible des ouvriers des villes à devenir propriétaires de capitaux mobiliers, voilà la solution qu'il faut rechercher aussi dans l'intérêt de la société. Or le livret facultatif peut justement aider à réaliser cette œuvre si démocratique en permettant au travailleur par la seule constatation de ses mérites, de ses aptitudes, de ses habitudes d'ordre, à améliorer sa position, soit par une élévation de salaire, soit par la confiance et le crédit.

Tels sont les différents avantages du livret, et il semble bien qu'après leur constatation on ne peut que regretter qu'il ne soit pas permis aujourd'hui à l'ouvrier d'en avoir un. Cependant il convient de réserver notre jugement et d'écouter à leur tour les raisons que donnent les partisans de sa suppression.

Et d'abord, ceux-ci nient les soi-disants avantages qu'aurait le livret. Le livret, dit-on, permettra à un bon ouvrier d'être pris de suite dans un établissement, ou

tout ou moins d'être accueilli avec sympathie. C'est une erreur. L'ouvrier arrivera-t-il dans une usine ou un atelier, il sera pris s'il y a de l'ouvrage ; il ne sera pas pris s'il n'y en a pas. S'il y a de l'ouvrage, les choses continueront à se passer comme aujourd'hui, où c'est généralement un ami qui fait entrer l'ouvrier. On le verra à l'œuvre, et si son travail est bon on le gardera ; sinon, on le réglera dans la huitaine. Quant à la sympathie dont il sera l'objet, voici ce qu'on verra. La première pensée d'un patron en face d'un ouvrier qui se présentera avec un livret sera de se demander comment il se fait que cet ouvrier ayant des signatures représentant quinze ou vingt années dans une usine a pu en sortir ; il s'élèvera dans son esprit le soupçon que cette sortie pourrait bien être une expulsion pour des motifs plus ou moins déshonorants. Et au lieu d'embaucher cet ouvrier il le refusera et prendra le temps nécessaire pour se procurer des informations afin de savoir quelles raisons ont déterminé un établissement à sacrifier les services d'un pareil agent.

Permettre le livret facultatif sera, dit-on encore, une loi en faveur des bons ouvriers. Nous ne croyons pas qu'on ait le droit de faire une loi pour les bons ouvriers en laissant de côté les mauvais. On doit faire des lois pour tous les citoyens sans s'occuper de leurs opinions, sans les classer sous cette rubrique bons ou mauvais. D'ailleurs, qu'entend-on par un bon ou mauvais ouvrier ? Une pareille classification est mauvaise. En effet, s'il existe des divisions parmi les ouvriers elles ne sont

qu'à blâmer, et il est inutile de les raviver. On doit envisager les intérêts de tous les ouvriers dans leur universalité, en se gardant bien de les considérer à un point de vue quelconque d'exception.

Si on ne réglemente pas le livret facultatif, dit-on encore, l'ouvrier sera livré à toutes les fantaisies du patron qui pourra accompagner son certificat de considérations plus ou moins désobligeantes. Cela n'est pas exact. Ce n'est pas à croire qu'un patron ose donner des attestations de ce genre, car il aurait devant lui un ouvrier responsable qui se défendrait : il sait qu'un certificat ainsi fait le mettrait au ban de l'opinion publique, et que pas un de ses confrères ne se lèverait pour l'approuver. On ne peut discuter sur ce point avec certitude, mais personne n'admettra qu'un patron en France sacrifie toute sa réputation pour le plaisir bien éphémère, bien fugitif, de rendre un mauvais service à un ouvrier.

Le livret enfin ne serait nullement une garantie pour les patrons. En effet, quand l'un d'eux veut embaucher un ouvrier qu'a-t-il besoin de savoir ? Si cet ouvrier est expert en son métier ? le livret ne le dit pas ; s'il est de bonnes mœurs, non adonné à la boisson ? le livret ne le lui dit pas ; s'il est marié, père de famille ? le livret ne le lui dit pas. Le livret ne porte qu'une seule indication : celle des endroits où l'ouvrier a travaillé, et pas d'autres. Cette indication est absolument insuffisante ; elle est aussi inutile, parce que si le patron veut l'obtenir il n'a qu'à la demander à l'ouvrier, et dans les 48 heures, par

un simple échange de correspondance il pourra vérifier ses allégations. Donc, le livret pour le patron ne représente aucune espèce de garantie, parce qu'il n'est pas permis d'y inscrire même les choses qui sont à l'avantage de l'ouvrier.

Le livret n'aurait par conséquent que des soi-disants avantages. En revanche il ne manquerait pas d'inconvénients dont le principal, et qui suffirait à lui seul à le faire rejeter, est qu'il fera renaître le livret obligatoire ; or l'on sait ce qu'il faut penser de celui-ci. En effet, qui empêchera les patrons de se coaliser et de s'entendre entre eux pour ne recevoir que des ouvriers munis de livret. Des travailleurs se présentent ? ils leur demanderont s'ils n'ont pas de livret. Sur leur réponse négative ils déclareront qu'ils regrettent bien, mais qu'ils ne peuvent prendre des ouvriers qu'ils ne connaissent pas. Si ceux-ci s'en vont ailleurs la même réponse leur sera faite. Enfin les malheureux seront bien obligés d'en passer par les exigences des patrons et se muniront du livret puisqu'il leur sera nécessaire pour gagner leur vie. Ainsi le livret, facultatif selon la loi, deviendra obligatoire en fait. Il suffira même d'un seul patron, d'une corporation qui exige le livret pour que tous les ouvriers de cette corporation soient obligés de se le procurer. Et alors on voit que ce ne sera plus une faculté mais l'arbitraire laissé à un seul patron d'exiger un livret que les législateurs croiront avoir rendu facultatif.

En outre, ce livret quoique facultatif sera aussi bien

que le livret obligatoire, considéré par les ouvriers comme une marque d'indignité. Ils penseront à ce sujet ce que penseraient en pareils cas tous les salariés, les commis, les comptables, les architectes, les ingénieurs. Qu'on leur propose de leur donner un livret, et l'on verra s'ils ne le regarderont pas comme une marque d'indignité. D'ailleurs, si on demandait l'avis des intéressés l'on constaterait que dans aucune réunion, aucun congrès, l'établissement d'une pareille mesure n'a compté parmi leurs réclamations. Jamais aucun d'eux n'a pensé qu'il en retirerait des avantages et ne l'a demandé. Ce qu'ils veulent, c'est la liberté et l'égalité.

Un dernier motif pour repousser le livret facultatif, remplaçant le livret obligatoire, est qu'une infime fraction des ouvriers, quoique trop grande encore, y serait soumise. Dans la statistique officielle sur les professions on voit, en effet, qu'il y aurait 1.300.000 ouvriers astreints à la loi du livret. Les employés de commerce, les ouvriers agricoles, les manœuvres, les domestiques ne doivent dans la pensée de personne être soumis à cette mesure. Or ces catégories se décomposent comme suit : environ 1.050.000 employés, 4.250.000 ouvriers ou manœuvres, 2.300.000 domestiques : total près de huit millions de personnes, ouvriers à des titres divers, qui ne seraient pas astreints au livret. Le simple énoncé de ces chiffres semble une démonstration suffisante. On ne peut faire une loi pour 1.300.000 personnes quand près de 8 millions en seraient indemnes. Il est impossible d'a-

voir une pareille manière d'apprécier les conditions sociales. Il n'est pas juste d'astreindre à la loi les seuls ouvriers des manufactures. L'élite des ouvriers se trouve justement dans ce chiffre de 1.300.000 dont il vient d'être parlé, et c'est précisément cette élite qu'on voudrait frapper par une loi d'exception.

Nous avons examiné les raisons des partisans du livret facultatif ; nous venons de voir la réponse que font leurs adversaires, et en outre les attaques qu'ils formulent à leur tour. A la fin de cette discussion, quelle doit être notre opinion ? Nous nous rangerons parmi les partisans du livret facultatif, car il nous semble bien qu'on peut répondre avec succès aux objections formulées entre eux.

La principale d'entre elles est qu'en créant le livret facultatif on imposera le livret obligatoire. Comment peut-on dire que créer une faculté, c'est instituer une obligation ? Est-ce que la faculté n'est pas précisément le contraire de l'obligation ? Dire qu'en donnant une faculté on crée une obligation, c'est méconnaître le sens du mot faculté, lequel comporte une idée absolument contraire à celle d'obligation. Mais, ajoute-t-on, il pourra se produire une coalition de patrons qui exigeront le livret. Ce sont là des rapports purement hypothétiques. Il n'est pas possible de deviner l'avenir ; on ne peut supposer une chose qui n'existe pas encore, et qui peut ne pas se produire. Toutes les facultés peuvent avoir le même sort. Il n'est pas douteux que la liberté peut conduire à la licence ; ce n'est pas une raison pour supprimer la liberté.

Nous ne croyons pas qu'il faille s'arrêter davantage devant les autres arguments de nos adversaires. Ce n'est pas une raison parce qu'on ne peut favoriser tous les ouvriers en leur donnant un livret facultatif, pour qu'on ne doive en favoriser aucun. De plus, nous croyons fermement que le livret peut aider les travailleurs à obtenir des avances et du crédit.

« Il nous reste en faveur du livret facultatif un dernier argument, historique celui-là ; c'est l'exemple de la Belgique. Dans ce pays existe depuis 1883 un livret facultatif semblable à peu près à celui que nous voudrions voir établir en France. Or ce livret, paraît-il, fonctionne avec succès et rend des services aux ouvriers. Il n'y a pas de raison pour qu'il n'en soit pas de même chez nous que chez nos voisins. C'est là un argument très fort et qui suffirait à lui seul à étayer notre opinion.

Qu'on ne nous objecte pas que de simples certificats rendront les mêmes services que le livret, Non ; d'abord un certificat n'a aucun caractère officiel ; il ne porte pas le signalement comme le livret. Il peut être prêté et l'était souvent en effet. Lors de la discussion de la loi de 1890, on a cité à la tribune de la Chambre le cas d'un patron qui la même année, s'était vu présenter le même certificat par quatre individus différents. Ensuite, un certificat sur une feuille volante se détériore facilement dans la poche de l'ouvrier et ne dure pas. Ces différents certificats deviendront vite un assemblage de chiffons de papier peut-on dire, que le patron ne voudra pas regar-

der, et qui en tous les cas ne lui feront pas la même impression, qu'un livret où il suivrait facilement les étapes de la vie ouvrière de celui qui lui demande du travail et à l'aide duquel il pourrait vraiment se renseigner.

Comme conclusion de tout cela, nous dirons donc que la loi du 2 juillet 1890, si louable en ce qu'elle a supprimé le livret obligatoire de l'ouvrier, mérite au contraire d'être critiquée pour n'avoir pas laissé subsister le livret facultatif.

SECTION IV. — Le livret ouvrier dans les autres nations.

Dans cette question du livret ouvrier, comme dans toutes les questions de législation industrielle, on ne peut se dispenser d'étudier ce qui existe chez les autres nations. Nous allons le faire.

Dans beaucoup de pays le livret n'existe pas et n'a jamais existé. Il en est ainsi en Hollande, en Suisse, en Angleterre. Au contraire, le livret existe ou a existé, obligatoirement ou facultativement en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Belgique, en Russie.

Allemagne. — Le livret ouvrier existait non dans l'Allemagne entière, mais dans les provinces rhénanes où la législation consulaire l'avait introduit. Il avait survécu à notre occupation jusqu'en 1860 où une loi prussienne l'a supprimé. Il n'existe plus aujourd'hui qu'un livret que sont tenus d'avoir les ouvriers industriels allemands âgés de moins de 21 ans.

Un des buts de ce livret est de servir de contrôle au régime spécial établi dans leur intérêt pour une certaine catégorie d'ouvriers. Il est donc l'équivalent du livret prescrit par la loi française du 2 novembre 1892. Au fond, pourtant l'institution répond à une pensée plus haute et le législateur avait un autre but que le contrôle pur et simple, nous le voyons dans l'exposé des motifs de la loi. « Depuis quelques années, des plaintes se sont élevées sur le relâchement de la discipline et la moralité des jeunes ouvriers, ainsi que sur la décadence de l'autorité paternelle. Ces jeunes ouvriers ne sont pas comme ceux des métiers soumis à un long apprentissage. Ils arrivent rapidement à gagner un salaire suffisant. Dès lors, au moindre caprice, ils abandonnent la maison paternelle et vont se mettre à l'auberge. Diminution de l'esprit d'épargne, fréquentation des cabarets, mariages précoces sans autres ressources que le salaire journalier, telles sont les conséquences de cet état de choses qui se produit aussi dans quelques métiers. La loi de 1878 a tenté de remédier à cet abus par des prescriptions sévères contre les apprentis et les jeunes ouvriers qui rompent leur contrat. Il y a plus à faire et si la loi n'est pas le remède unique, elle peut quelque chose pour renforcer l'autorité paternelle. »

Tels sont les buts et le caractère du livret allemand. Disons quelques mots de son organisation. Aux termes du paragraphe 107, la possession du livret est obligatoire pour les personnes mineures qui ne peuvent être occu-

pées que si elles sont munies de ce livret. Lors de l'admission d'un ouvrier mineur, le patron doit se faire remettre le livret ; il est obligé de le conserver, de le présenter à toute réquisition officielle et de le restituer après la cessation régulière du contrat. Mais le livret ne doit pas être remis à l'ouvrier dans tous les cas. Si le père ou le tuteur le demande, si l'ouvrier n'a pas accompli sa seizième année, c'est au père ou au tuteur que la remise doit en être faite. Avec la permission de l'autorité communale, le livret peut également être rendu à la mère ou à un parent du jeune ouvrier.

Le livret est délivré à l'ouvrier sans frais ni droit de timbre par l'autorité de police du lieu où il a eu sa dernière résidence fixe. La délivrance en a lieu sur la demande ou avec le consentement du père ou du tuteur. Avant de la faire il doit être prouvé que l'ouvrier n'est plus astreint à la fréquentation de l'école populaire.

Le livret doit porter la mention du nom de l'ouvrier, du lieu, de l'année, du jour de sa naissance ; celle du nom et du dernier domicile de son père ou tuteur et la signature de l'ouvrier. La délivrance a lieu sous le sceau et la signature de l'autorité. Cette dernière doit tenir un état des livrets qu'elle délivre.

Le patron doit inscrire à la place à ce destiné du livret, lors de l'entrée de l'ouvrier au travail, la date de l'entrée et la nature de l'occupation, lors de la fin du contrat de travail, la date du départ, et si l'occupation a subi des changements, la nature de la dernière occupation de

l'ouvrier. Les inscriptions doivent être faites à l'encre et signées par le patron ou le directeur technique délégué pour cette fonction.

Les inscriptions ne doivent pas être accompagnées d'un signe qui ait pour objet de désigner d'une manière favorable ou défavorable le propriétaire du livret. L'inscription d'une appréciation sur la conduite ou les services de l'ouvrier, et toutes les autres inscriptions ou observations sur le livret non prévues par la loi sont interdites.

Le patron qui n'a pas remis le livret en temps utile, ou qui a négligé de faire les inscriptions réglementaires ou qui a fait des signes ou observations interdites, doit une indemnité à l'ouvrier.

Autriche. — Dans ce pays existe le livret obligatoire. Etabli depuis longtemps, il a été modifié par une loi du 20 décembre 1859, puis par une autre du 8 mars 1885 qui est celle en vigueur aujourd'hui.

D'après cette loi, tout ouvrier industriel doit être muni d'un livret. Celui-ci est délivré contre le paiement des frais d'expédition, sans frais de timbre, par l'autorité communale de l'impétrant. La délivrance aux jeunes ouvriers est liée à la condition du consentement du père ou tuteur. Si ce consentement ne peut être produit, il peut être remplacé par celui de l'autorité communale du lieu du domicile.

Le livret doit mentionner les nom et prénoms, lieu et année de naissance, religion et état : « célibataire ou ma-

rié, profession de l'ouvrier, porter la signature de l'ouvrier, la signature et le sceau de l'autorité qui le délivre, et contenir des colonnes pour recevoir les différentes mentions qui sont portées sur le livret, notamment celles de l'entrée et de la sortie. Le livret des jeunes ouvriers doit en outre mentionner les nom et domicile de leur représentant légal, et de plus indiquer leur situation scolaire, et surtout leur degré d'instruction.

Le livret est lors de l'entrée au travail ou en apprentissage confié à la garde de l'industriel. Celui-ci est tenu de le communiquer à l'autorité sur sa demande, et à l'expiration régulière de l'engagement ou de l'apprentissage, de le remettre à l'ouvrier ou à son représentant légal.

En cas de départ de l'ouvrier, l'industriel doit remplir à l'encre les mentions du livret, le signer et le faire certifier par le chef de la corporation, ou s'il n'existe pas de corporation, par l'autorité de police du lieu.

Outre le livret, l'ouvrier peut demander un certificat à son patron, mais celui-ci ne doit ne lui être délivré que s'il lui est favorable. Les mentions qui sont apposées sur le certificat doivent être certifiées par l'autorité de police sur la demande de l'ouvrier.

Un industriel qui, contrairement aux obligations que la loi lui impose, n'a pas remis le livret ou a omis d'y insérer les mentions prescrites, ou a inséré des mentions ou annotations illicites, est tenu à des dommages-intérêts à l'égard de l'ouvrier.

Quiconque imite ou falsifie un livret, ou y fait insérer

sciemment des fausses mentions relatives à sa personne, ou fait usage d'un livret étranger ou prête son livret à un tiers, est puni conformément à la loi.

Tel est le livret autrichien. Il présente un caractère particulier que n'avait pas le livret français. Il est destiné non seulement à constater le genre d'occupation et la durée des services de l'ouvrier, mais aussi sa conduite et son habileté. Remarquons enfin qu'il existe obligatoirement.

Hongrie. — Comme en Autriche, et cela s'explique facilement par l'union des deux pays, les ouvriers industriels sont tenus obligatoirement d'avoir un livret. Cette obligation a été introduite par la loi du 21 mai 1884.

Ce livret est délivré contre le paiement des simples droits d'expédition et de timbre par l'autorité industrielle du lieu où se trouve l'établissement de l'ouvrier. L'autorité industrielle tient un état muni de numéros d'ordre des livrets qu'elle délivre. Le numéro d'ordre est reporté sur le livret.

Lors de l'entrée au travail le patron se fait remettre le livret par l'ouvrier, et il informe dans les deux semaines au plus tard par la production du livret, l'autorité industrielle de l'engagement de l'ouvrier.

Lorsqu'un ouvrier quitte le patron, ce dernier est tenu de remplir avec conscience et conformément à la vérité les différentes mentions du livret. Sur la demande de l'ouvrier, il doit donner sur les causes de la cessation du con-

trat et sur sa conduite un certificat spécial conforme à la vérité. Le livret ne doit contenir aucunes mentions ou signes relatifs à la moralité ou à la capacité de l'ouvrier.

Le patron conserve le livret aussi longtemps qu'il occupe l'ouvrier, mais il est tenu de certifier sur la demande de celui-ci qu'il a le livret entre les mains. En cas de départ de l'ouvrier, le patron donne avis du départ à l'autorité industrielle et remet le livret à l'ouvrier.

Toute modification dans les conditions d'engagement de l'ouvrier doit être indiquée sur le livret par l'autorité industrielle. Si le travail de l'ouvrier est interrompu par une longue maladie ou autre cause, cette circonstance doit être mentionnée sur le livret par l'autorité industrielle d'après les justifications fournies par l'ouvrier. Chaque mention portée par l'autorité industrielle doit être en même temps reportée sur le registre qu'elle tient.

Afin que l'ouvrier qui désire pour des motifs légitimes mettre fin au contrat et s'embaucher près d'un autre patron puisse le faire sans en être empêché, le patron doit sur sa demande, lui délivrer un certificat de congé dans lequel il doit mentionner que l'ouvrier a un livret régulier.

L'autorité industrielle, c'est là un complément du livret, tient un registre des ouvriers qui travaillent dans sa circonscription. Ce registre doit indiquer le nom et le métier de l'ouvrier, le numéro de son livret, le nom, le domicile et le métier de son patron, la date de l'entrée de l'ouvrier à l'établissement et celle de sa sortie.

On voit donc qu'en Hongrie chaque ouvrier doit avoir un livret qui est délivré et tenu par l'autorité industrielle, et par une réglementation poussée très loin et qui peut facilement devenir oppressive, le patron est obligé de déclarer à cette autorité chaque engagement d'ouvrier.

Belgique. — La Belgique était soumise comme la France aux dispositions de la loi du 24 germinal an XI, c'est-à-dire qu'il existait un livret obligatoire pour les ouvriers industriels. Mais ce pays a précédé le nôtre dans la voie de la suppression du livret obligatoire. Une loi belge du 10 juillet 1883 rend facultatif l'emploi du livret. Mais ce livret ne perd pas le caractère qu'il avait jusqu'à présent ; il reste uniquement une preuve de libération de l'ouvrier envers ses patrons précédents ; il ne doit ni ne peut être une preuve de bonne ou de mauvaise conduite ; toute mention de cette nature est interdite.

Tout en rendant le livret facultatif la loi en a généralisé l'emploi. Des livrets peuvent dorénavant être délivrés non seulement aux ouvriers et aux domestiques, mais à toute personne qui engage ses services, par exemple aux contremaîtres, chefs d'atelier, gérants de société.

Celui qui veut obtenir un livret en fait la demande à l'administration communale du lieu de son domicile, laquelle est tenue de le lui délivrer. Si un ou plusieurs livrets ont déjà été délivrés le nouveau livret en fait mention.

Le livret est sur papier libre, paraphé et délivré par le bourgmestre ou son délégué. Il est tenu dans les communes un registre destiné à l'inscription des livrets.

Le patron ne peut inscrire sur le livret que la date de l'entrée à son service et la date de la sortie. Lorsqu'il a inscrit la date de l'entrée il est tenu, sans préjudice à aucun droit, d'inscrire la date de la sortie. Dans tous les cas où le patron ne peut inscrire lui-même la date de la sortie, le bourgmestre ou son délégué après avoir constaté la cause de l'empêchement, inscrit cette date.

Le livret après chacune des inscriptions faites est remis à son titulaire et reste entre ses mains.

A côté de ce livret facultatif, il en existe un autre, obligatoire celui-là, qui correspond à notre livret pour les ouvriers mineurs des lois de 1874 et 1892. En Belgique comme en France, ces ouvriers sont soumis dans leur intérêt à des prescriptions spéciales relatives à la durée, au temps, au mode de leur travail, etc. Une des mesures d'exécution consiste dans un livret qui doit être délivré gratuitement par les administrations communales aux enfants et adolescents au-dessous de 16 ans, aux femmes et filles mineures pour permettre d'établir leur naissance et leur identité.

Russie. — Des livrets d'ouvriers existent aussi en Russie. Ils n'ont pas le caractère de mesure de police, l'institution des passeports les rendrait inutiles. Ils ont été institués d'abord comme mesure protectrice de l'in-

dustrie, principalement en ce qui concerne l'industrie agricole. Ensuite et surtout, ils ont pour but de régler la forme et les conditions du contrat de travail.

Les livrets sont facultatifs ou obligatoires. Il convient de distinguer entre les ouvriers des manufactures ordinaires, ceux des usines agglomérées, ceux des entreprises agricoles.

Pour les premiers, une loi du 3 juin 1886 dit que les contrats de louage peuvent être conclus par la remise aux ouvriers de livrets de règlement de compte dans lesquels se trouvent mentionnées les conditions du louage, les paiements faits à l'ouvrier et les retenues par lui subies pour chômage ou dommage causé au patron. Ce livret est gardé par l'ouvrier.

En ce qui concerne les ouvriers des manufactures agglomérées, c'est-à-dire ceux des provinces de Petersbourg, Moscou et Vladimir, ils sont tenus dans les sept jours de leur admission aux travaux de la fabrique d'avoir un livret où sont mentionnés les nom, prénoms et surnoms de l'ouvrier, le terme du louage et du passeport, le montant du salaire et la date de paiement, toutes clauses que les parties auraient cru utiles d'y insérer, le gain de l'ouvrier, les amendes qu'il a encourus. Même, particularité curieuse, les père et mère travaillant avec leurs enfants peuvent recevoir avec l'autorisation de l'inspection des fabriques un livret de compte commun.

La troisième catégorie, les ouvriers agricoles, ont la

faculté de conclure un contrat de travail sur une feuille de contrat, dirons-nous, ce qui sans être un livret s'en rapproche cependant. La passation ainsi faite d'un contrat donne pour son exécution des garanties spéciales. Le maître a le droit de réclamer l'ouvrier de tout autre patron qui l'a engagé sans le savoir. Le second patron doit renvoyer l'ouvrier à première réquisition sous peine d'être poursuivi civilement. En outre, le maître a le droit, indépendamment des dommages-intérêts, de poursuivre au criminel la personne qui aurait engagé l'ouvrier sachant qu'il était déjà lié par un engagement. Le maître, au cas où l'ouvrier fait défaut ou part sans autorisation, peut sans rompre le contrat, faire une déclaration à la police dans les sept jours. Celle-ci doit prendre immédiatement les mesures pour rechercher l'ouvrier, après quoi elle l'oblige à revenir chez le maître en lui assignant un délai. Ces mesures rappellent en plusieurs points ce qui existait en France sous l'empire de la loi de germinal an XI. Elles sont même plus dures pour l'ouvrier. Il est vrai qu'il est facultatif pour les Russes de faire un contrat de travail sous cette forme, alors que tous les ouvriers industriels français étaient soumis à l'obligation du livret.

CHAPITRE III

LOIS DANS LESQUELLES LE LIVRET EST MAINTENU.

« Néanmoins continueront à être exécutées : les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sur le livret d'acquit de la fabrique de Lyon ; celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage, et l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 relatif aux livrets des enfants et des filles mineures employés comme apprentis ou autrement. »

Ainsi s'exprime l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1890.

Le livret n'a donc pas été supprimé complètement, mais subsiste dans trois lois particulières que nous allons étudier successivement.

SECTION I. — **Loi du 18 mars 1806, « titre III ».**

ART. 20. — Tous les chefs d'atelier actuellement établis ainsi que ceux qui s'établiront à l'avenir, seront tenus de se pourvoir au Conseil des prud'hommes, d'un double livre d'acquit pour chacun des métiers qu'ils feront travailler, dans la quinzaine à dater du jour de la publication pour ceux qui travaillent, et dans la huitaine du jour où commenceront à travailler ceux qui monteront à neuf. Sur ce livre d'acquit, paraphé et numéroté, et qui ne pourra leur être refusé lors

même qu'ils n'auraient qu'un métier, seront inscrits les nom, prénoms et domicile du chef d'atelier.

ART. 21. — Il sera tenu, au Conseil des prud'hommes, un registre sur lequel lesdits livres d'acquit seront inscrits ; le chef d'atelier signera, s'il le sait, sur le registre, et sur le livre d'acquit qui lui sera délivré.

ART. 22. — Le chef d'atelier déposera le livre d'acquit du métier qu'il destina au négociant manufacturier, entre ses mains, et pourra, s'il le désire, en exiger un récépissé.

ART. 23. — Lorsqu'un chef d'atelier cessera de travailler pour un négociant, il sera tenu de faire noter sur le livre d'acquit par ledit négociant que le chef d'atelier a soldé son compte ; ou, dans le cas contraire, la déclaration du négociant spécifiera la dette dudit chef d'atelier.

ART. 24. — Le négociant possesseur du livre d'acquit le fera viser aux autres négociants occupant des métiers dans le même atelier, qui énonceront la somme due par le chef d'atelier, dans le cas où il serait leur débiteur.

ART. 25. — Lorsque le chef d'atelier restera débiteur du négociant-manufacturier pour lequel il aura cessé de travailler, celui qui viendra lui donner de l'ouvrage fera la promesse de retenir le huitième du prix des façons dudit ouvrage en faveur du négociant dont la créance sera la plus ancienne sur ledit registre, et ainsi successivement dans le cas où le chef d'atelier aurait cessé de travailler pour ledit négociant, du consentement de ce dernier ou pour cause légitime ; dans le cas contraire, le négociant-manufacturier qui voudra occuper le chef d'atelier sera tenu de solder celui qui sera resté créancier en compte de matières nonobstant toute dette antérieure et le compte d'argent jusqu'à 500 francs.

ART. 26. — La date des dettes que les chefs d'atelier auront contractées avec les négociants qui les auraient occupés sera

regardée comme certaine vis-à-vis des négociants et maîtres d'atelier seulement, et, à l'effet des dispositions portées au présent titre après l'apurement des comptes, l'inscription de la déclaration sur le livre d'acquit et le visa du bureau des prud'hommes.

ART. 27. — Lorsqu'un négociant manufacturier aura donné de l'ouvrage à un chef d'atelier dépourvu d'un livre d'acquit pour le métier que le négociant voudra occuper, il sera condamné à payer tout ce que ledit chef d'atelier pourrait devoir en compte de matières, et en compte d'argent jusqu'à 500 francs.

ART. 28. — Les déclarations ci-dessus prescrites seront portées pour le négociant-manufacturier sur le livre d'acquit resté entre les mains du chef d'atelier comme le sien.

Ces articles que nous venons de reproduire forment le titre III de la loi du 18 mai 1806, portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon. Ils sont relatifs au règlement de compte et à la police entre les maîtres d'atelier et les négociants.

Dans la fabrique de soierie de Lyon on distingue, le cette distinction était encore plus grande autrefois, les fabricants et les chefs d'ateliers. Les premiers recevaient les commandes et se chargeaient spécialement du choix des dessins pour les étoffes et des matières premières destinées à leur confection. Tout ce qui avait rapport, au contraire, à la mise en œuvre était l'œuvre de l'ouvrier lyonnais connu sous le nom de chef d'atelier, propriétaire d'un ou plusieurs métiers sur lesquels il travaillait lui-même ou faisait travailler les autres. C'était donc un

ouvrier à l'égard du fabricant, et un patron à l'égard de ceux qu'il employait.

D'après la loi de 1806, tout chef d'atelier est tenu de se pourvoir au Conseil des prud'hommes d'un double livre d'acquit pour chacun de ses métiers. Il conserve l'un de ces livres, et remet l'autre au fabricant pour lequel il fait travailler ce métier qui est désigné d'une manière spéciale sur le livre d'acquit. Celui-ci est paraphé et numéroté par le président du Conseil des prud'hommes ou à son défaut par le vice-président.

Tous les livres d'acquit sont inscrits sur un registre tenu au Conseil des prud'hommes. Le chef d'atelier y appose sa signature.

Le chef d'atelier ne conserve pas le livre d'acquit, mais il le dépose entre les mains du négociant-manufacturier pour le compte duquel il travaille, quitte à lui en demander un récépissé.

Lorsqu'un chef d'atelier cesse de travailler pour un négociant, ce dernier note sur le livre d'acquit qu'il a soldé son compte, ou dans le cas contraire, spécifie la nature et le montant de la dette.

La déclaration étant le résumé du compte courant, il suffit qu'elle énonce ceci : le chef d'atelier ne doit rien, ou doit tant en argent, tant en matières. On se reporte au livre de compte courant, s'il est besoin pour vérifier les éléments du solde. La déclaration, bien qu'émanant du fabricant, sur la quotité du salaire et les sommes payées a compte, ne fait naturellement pas foi, mais

chose curieuse, elle ne le faisait pas non plus sous l'empire de l'ancien article 1781 du Code civil. Il faut que la déclaration du fabricant soit acceptée par le chef d'atelier. S'il y a difficulté entre eux sur le salaire et les acomptes la contestation sera réglée par les prud'hommes. La déclaration du négociant doit être écrite à la fois sur le livre d'acquit dont il reste porteur et sur celui qui est entre les mains du chef d'atelier. L'acceptation de la déclaration du fabricant créancier est suffisamment prouvée, suivant nous, par la double circonstance : 1° que l'ouvrier a consenti à ce que cette déclaration fut portée sur son propre livre d'acquit ; 2° qu'il a repris ce livre sans réclamation. La dette du chef d'atelier peut consister en matières qui lui ont été confiées ou en argent.

Le négociant après avoir noté s'il lui est dû, et combien, sur le livre d'acquit, le fait viser aux autres négociants occupant des métiers dans le même atelier. Ceux-ci énoncent également la somme due par le chef d'atelier dans le cas où il serait leur débiteur. C'est un véritable bilan que la loi fait ainsi dresser sur la situation du chef d'atelier afin que tous les négociants qui sont dans le cas de l'employer, puissent apprécier la solvabilité et le degré de confiance qu'il mérite.

Lorsque le chef d'atelier reste débiteur du négociant-manufacturier pour lequel il a cessé de travailler, celui qui veut lui donner de l'ouvrage doit faire la promesse de retenir la huitième partie du prix des façons de cet ouvrage en faveur du négociant dont la créance sera la plus ancienne, et ainsi successivement.

Nous voyons réapparaître ici la dérogation au droit commun, si choquante, que nous avons déjà vue dans le livret ouvrier proprement dit. Le fabricant à qui il est dû n'a nul besoin de s'ingénier à recouvrir le produit de sa créance. Il a un privilège ; une sorte de saisie-arrêt est formée sur le salaire du chef d'atelier qui partout où il travaillera se verra retenir un huitième du prix des façons qu'il a faites. L'ancien maître n'a plus à s'occuper de rien une fois la mention inscrite sur le livret, il lui suffit d'attendre l'annonce de son collègue. Celui-ci, quand il aura exercé la retenue, le prévient qu'il en tient le montant à sa disposition. Donc tôt ou tard le créancier rentrera dans ses fonds, et cela sans dérangements, sans démarches entraînant une perte de temps ou de frais.

Au cas où le chef d'atelier cesserait de travailler pour le fabricant sans son consentement ou sans cause légitime, un autre fabricant ne peut l'employer à moins de solder sa dette en totalité pour le compte en matières et jusqu'à concurrence de cinq cents francs pour le compte en argent. Il ne pourrait l'employer non plus en omettant de lui demander son livre d'acquit. L'article 27 prévoit ce cas et dit que le fabricant sera tenu de payer comptant tout ce que le chef d'atelier pourrait devoir en compte de matières, et en compte d'argent jusqu'à cinq cents francs. C'est là une disparition corrélative du cas prévu par l'article 25 tendant à prévenir l'embauchage des ouvriers. Il en résulte qu'avant de donner de l'ouvrage à un chef d'atelier le fabricant est tenu de lui

demander la représentation de son livre d'acquit pour le métier qu'il s'agit d'employer.

Cette institution du livre d'acquit fonctionna, comme nous venons de l'expliquer, jusqu'en 1832. A cette date il y eut une crise terrible dans la fabrique lyonnaise. Les fabricants ne voulurent plus par suite des mauvaises affaires continuer des avances aux chefs d'atelier. C'est alors que se fonda la Caisse des prêts. Une somme de 240.000 francs, prise sur les 2 millions votés à ce moment pour venir en aide aux ouvriers sans travail, fut donnée à la Chambre de commerce de Lyon. Avec cet argent celle-ci fonda une caisse dont les fonds furent destinés à faire les avances que ne voulaient plus faire les fabricants. Il y avait alors 340 fabricants à Lyon. La Caisse des prêts prit leur lieu et place et prêta aux chefs d'atelier. Plus souple, plus commode pour les emprunteurs, elle fut d'un grand secours pour eux. Elle prêta à un intérêt qui varia suivant les époques de 5 à 6 0/0. En se substituant aux négociants la Caisse garda les avantages dont ceux-ci jouissaient pour le remboursement de leurs créances ; la retenue du huitième sur le prix des façons continua à s'opérer, mais à son profit.

Ce fut d'ailleurs une institution d'intérêt local, en ce sens qu'elle ne prêta qu'aux chefs d'atelier résidant à Lyon et non à ceux pouvant demeurer dans le Rhône ou les départements limitrophes où cependant existait aussi l'industrie de la fabrique de la soie. La Caisse fut reconnue d'utilité publique et placée sous la surveillance d'un conseil d'administration.

Malgré les services rendus par la Caisse des prêts, la loi de 1806 dont elle était la conséquence, faillit être abrogée en 1890 lors de la discussion sur la suppression du livret ouvrier.

Les critiques qui ont été adressées au livret proprement dit, disaient les partisans de son abrogation, s'appliquent avec autant de force au livre d'acquit de la fabrique lyonnaise. L'état de l'industrie moderne, même à Lyon où se sont conservées si longtemps les vieilles traditions n'a plus qu'une ressemblance lointaine avec ce qui existait au lendemain de la Révolution ; que si les ouvriers pouvaient être accusés autrefois de ne pas tenir leurs engagements, ils ont fait sous ce rapport comme sous d'autres les progrès les plus considérables. Pour les chefs d'atelier, seconde objection, il ne leur est pas moins pénible d'avoir à remettre leur livre d'acquit afin de prouver qu'ils ne doivent rien avant d'obtenir du travail, que de faire connaître, s'ils sont débiteurs, leur état au patron qui devra les occuper. De plus, le privilège accordé à la Caisse des prêts de retenir un huitième du prix des façons n'est plus nécessaire en un temps où peuvent se créer librement et où existent déjà d'autres institutions dont le but est de faciliter le crédit au travail. — Enfin, les administrateurs de la Caisse pourraient en dehors du livre d'acquit trouver le moyen de recouvrer leurs créances, soit dans le droit commun, soit, si on ne voulait pas rompre avec les traditions, dans la création d'une feuille spéciale de compte que l'emprunteur ne

serait pas tenu de déposer entre les mains du fabricant. Les négociants de leur côté portent volontiers témoignage que la plupart des chefs d'atelier emprunteurs jouissent d'une légitime réputation d'honnêteté, et qu'il est permis de comprendre l'existence et l'action de la Caisse de prêts au moyen de livres d'acquit sans les inconvénients actuels. L'expérience, d'ailleurs, ne démontre-t-elle pas l'inutilité des prescriptions de la loi de 1806. Les méthodes comme la pratique du travail se sont modifiées au cours du siècle ; on peut dire du livre d'acquit ce que l'on a dit du livret ouvrier proprement dit, à savoir que l'usage tend de jour en jour à le faire disparaître davantage. N'est-il pas au surplus illogique de maintenir une obligation légale qui frapperait une seule corporation sans atteindre d'autres industries exercées cependant d'une manière analogue.

Pour toutes ces raisons la Chambre réclama trois fois l'abrogation de la loi de 1806. Mais le Sénat qui y était opposé résista jusqu'au bout, en alléguant que le livre d'acquit était un instrument commode qui assurait la facilité des emprunts aux chefs d'atelier et la régularité des remboursements. Il fut donc maintenu.

La Caisse des prêts qui avait pris la place des fabricants continua de fonctionner, et non sans utilité. En effet, si on considère le chiffre de ses opérations, on constate que depuis 1832, date de sa création, elle a fait des avances pour une somme de 6 millions répartie entre 64.100 prêts.

En 1898 le livre d'acquit et la Caisse des prêts furent appelés à rendre de nouveaux services. A ce moment, le travail de la fabrication des étoffes fait par l'ouvrier chez lui menaçait de disparaître pour faire place au travail dans les usines où les ouvriers se servaient de métiers mus par la vapeur ou l'électricité, donc bien préférables. C'est alors que la Chambre de commerce de Lyon estimant ce nouvel état de choses nuisible, tant au point de vue de la beauté des étoffes qu'au point de vue de la disparition de l'atelier familial, résolut d'y remédier. A cet effet elle fit réviser les statuts de la Caisse des prêts, et décida que celle-ci se substituant à une société, la « Société pour le développement du tissage », qui avait poursuivi le même but, prêterait aux chefs d'atelier une somme de 3.000 francs suffisante pour acquérir deux métiers mécaniques, et les faire travailler chez eux. Le remboursement était garanti de la même façon que les avances faites anciennement par les chefs d'atelier, c'est-à-dire par l'inscription de la dette sur le livre d'acquit, et une retenue sur le prix des façons faite par les soins des négociants. La Caisse prêta ainsi une somme de 220.000 francs, créant plus de cinquante ateliers.

Actuellement les prêts ont malheureusement dû être suspendus par suite des difficultés à en obtenir le remboursement, mais cela n'est que momentané ; des conditions plus sévères et des garanties plus grandes vont être prises à l'égard des emprunteurs qui pourront de nouveau s'adresser à la Caisse.

Nous pensons donc que le Sénat fit bien en refusant de supprimer cette institution du livre d'acquit de la fabrique lyonnaise puisque ayant rendu de grands services aux chefs d'atelier en leur consentant des avances, il est destiné à leur en rendre de plus grands encore en leur permettant, ainsi que nous venons de l'expliquer, d'acquérir des métiers mécaniques, et de continuer à échapper ainsi à tous les inconvénients du travail à l'usine.

SECTION II. — Loi du 7 juin 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage.

ART. 1^{er}. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livrera des fils pour être bobinés, sera tenu d'inscrire sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier et laissé entre ses mains :

- 1° Le poids et la longueur de la chaîne ;
- 2° Le poids de la trame et le nombre de fils de trame à introduire par unité de surface de tissu ;
- 3° Les longueur et largeur de la pièce à fabriquer ;
- 4° Le prix de façon soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

ART. 2. — Tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livrera des fils pour être bobinés sera tenu d'inscrire sur un livret spécial appartenant à l'ouvrier laissé entre ses mains :

- 1° Le poids brut et le poids net de la matière à travailler ;
- 2° Le numéro du fil ;
- 3° Le prix de façon soit au kilogramme de matière à travailler, soit au mètre de longueur de cette même matière.

ART. 3. — Le prix de la façon sera indiqué en monnaie légale sur le livret du fabricant, commissionnaire ou intermé-

diaire. Toute convention contraire sera mentionnée par lui sur le livret.

ART. 4. — L'ouvrage exécuté sera remis au fabricant, commissionnaire ou intermédiaire de qui l'ouvrier aura reçu la matière première. Le compte de façon sera arrêté au moment de cette remise.

Toute convention contraire au présent article sera mentionnée sur le livret par le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire.

ART. 5. — Le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire tiendra constamment exposé aux regards dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier : 1° les instruments nécessaires à la vérification des poids et mesures ; 2° un exemplaire de la présente loi en forme de placard.

ART. 7. — A l'égard des industries spéciales auxquelles serait inapplicable la fixation du prix de façon soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur de la trame introduite dans le tissu, ou bien soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière, le pouvoir exécutif pourra déterminer un autre mode, par des arrêtés en forme de règlements d'administration publique, après avoir pris l'avis des Chambres de commerce, des chambres consultatives, et des Conseils de prud'hommes, et à leur défaut des Conseils de préfecture.

Il pourra pareillement par des arrêtés rendus en la même forme étendre les dispositions de la présente loi aux industries qui se rattachent au tissage et au bobinage.

En l'un et l'autre cas ces arrêtés seront soumis à l'approbation de l'Assemblée législative dans les trois ans qui suivront leur promulgation.

ART. 8. — Seront punis d'une amende de 11 à 16 francs :

1° Les contraventions aux articles 1, 2, 3, 5, 6 ;

2° Les contraventions à la disposition finale de l'article 4 et aux arrêtés pris en exécution de l'article 7.

Il sera prononcé autant d'amendes qu'il aura été prononcé de contraventions distinctes.

ART. 9. — Si dans les douze mois qui ont précédé la contravention, le contrevenant a encouru une condamnation pour infraction à la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de l'article 7 de cette loi, le tribunal peut ordonner l'insertion du nouveau jugement dans un journal de la localité aux frais du condamné.

Les dispositions de cette loi motivées par l'extrême difficulté que l'ouvrier éprouve en ces matières à se rendre un compte exact de l'ouvrage avaient pour but de lui donner les moyens d'arrêter librement et en connaissance de cause les conditions de son engagement. Avant 1850, les usages employés pour le règlement des comptes entre les fabricants et les ouvriers étaient vicieux. Cette loi a eu pour but de faire cesser les difficultés qui s'élevaient et d'établir la régularité des rapports des employeurs et des employés. Elle laisse aux parties la plus grande latitude dans le règlement des conventions, mais elle prescrit des règles pour les éclairer sur l'objet de leur contrat, c'est-à-dire sur tous les éléments qui ayant de l'influence sur le travail doivent en avoir une sur son prix. Elle n'impose pas de conventions, mais elle en indique la forme et l'entoure de telles garanties que le dol ne peut s'y introduire ni directement ni indirectement.

Le législateur n'a nullement perdu de vue que la base actuelle du contrat de louage de travail entre les patrons et les ouvriers est le prix de façon, et que la détermination de ce prix doit être laissée à la volonté des parties. Il a voulu seulement prévenir les abus qui pourraient être commis au préjudice de l'ouvrier et que celui-ci

arrêtât librement et en connaissance de cause les conditions de son travail. Il a cherché à ce que soit constaté d'une manière nette, précise les éléments constitutifs de son contrat, de manière à ne laisser d'aucun côté place à la surprise ni à l'erreur :

Cette loi de 1850, qui porte dans ses articles le mot *livret*, l'entend-elle dans le sens que lui a donné la loi de 1854 ? Nous ne le pensons pas. Cette loi n'a pas le même objet que celle sur les livrets proprement dits ; elle n'a pas pour but de régler les rapports du patron et de l'ouvrier au point de vue de l'embauchage du travailleur, mais d'établir entre eux un mode de comptabilité. Un employeur donne à des ouvriers certaines matières à travailler. Il note sur un carnet, un livre, ce qu'il leur a remis, et comme il y a différents éléments dont il faut tenir compte, ceux-ci sont soigneusement désignés. Quand l'ouvrier rend son travail on inscrit qu'il a bien remis toutes les matières à lui confiées. C'est là seulement un mode de comptabilité, et ce n'est que cela. On n'aperçoit ni retenue du livret, ni retenue du dixième, ni privilège du créancier. Il y a un livret, mais un livret qui ne ressemble que peu au livret ouvrier proprement dit. De nombreux différends s'élevant entre les employeurs et les employés pour le règlement de leurs comptes, le législateur a voulu simplement les prévenir en entourant le contrat intervenu entre eux de précautions spéciales destinées à mieux éclairer l'ouvrier sur l'étendue de son engagement, et à éviter les conflits si susceptibles de s'élever en cette matière.

En ce qui concerne le tissage, tout fabricant, commissionnaire ou intermédiaire qui livre des fils pour être tissés doit inscrire au moment de sa livraison sur un livret spécial : 1° le poids et la longueur de la chaîne ; 2° le poids de la trame et le nombre des fils de trame à introduire par unité de surface du tissu ; 3° les longueur et largeur de la pièce à fabriquer ; 4° le prix de façon, soit au mètre de tissu fabriqué, soit au mètre de longueur ou au kilogramme de la trame introduite dans le tissu.

En ce qui concerne le bobinage (qui consiste à enrouler sur des bobines les fils livrés par la filature sous forme d'écheveaux, fils qui sont remis par poignées à l'ouvrier), le fabricant, commissionnaire ou intermédiaire est tenu d'inscrire sur un livret spécial : 1° le poids brut et le poids net de la matière à travailler ; 2° le numéro du fil ; 3° le prix de façon soit au kilogramme de matière travaillée, soit au mètre de longueur de cette même matière.

Le livret est remis à l'ouvrier qui le garde et conserve ainsi par devers lui la preuve de son contrat et des conditions auxquelles il a été passé. Le patron, de son côté, ne peut rester sans un double des conventions. La loi aussi lui recommande d'avoir un registre d'ordre sur lequel seront inscrites toutes les mentions portées au livret.

Quand l'ouvrier a fini son ouvrage et le rapporte il doit le remettre non à un tiers, mais à celui-là même de qui il tient la matière première. Le compte de ce qui est dû à l'ouvrier sera établi de suite ; de cette façon des

erreurs seront moins à craindre, les réclamations plus rapidement vérifiées. Cependant des conventions contraires ne sont pas défendues aux parties, mais alors le livret en fera mention spécialement.

De manière à assurer l'application de ces mesures, le législateur, faisant en cela comme dans beaucoup d'autres lois industrielles, a ordonné que le fabricant, commissionnaire, ou intermédiaire tint constamment exposé aux regards dans le lieu où se règlent habituellement les comptes entre lui et l'ouvrier un exemplaire de la loi en forme de placard. Les infractions à cette disposition sont punies d'une amende de 11 à 16 francs. Il est prononcé autant d'amendes qu'il a été commis de contraventions distinctes. En cas de nouvelle condamnation dans les douze mois qui ont précédé la dernière contravention, le tribunal peut ordonner l'insertion du nouveau jugement dans un journal de la localité aux frais du condamné.

Les mêmes peines sont portées, pour la première infraction comme pour la récidive, dans le cas où l'employeur n'a pas inscrit sur le livret toutes les mentions ou n'a pas rempli toutes les formalités auxquelles il est astreint.

Cette loi fut jugée bonne, tout au moins par le pouvoir exécutif, car un décret des 20 juillet-19 août 1853 en étendit l'application à la coupe des velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes.

Je dis tout au moins du pouvoir exécutif, car ce ne fut

pas l'avis de la Chambre des députés qui en 1890, lors de la discussion sur le livret ouvrier proprement dit, en demanda l'abrogation, de même qu'elle avait demandé l'abrogation de la loi de 1806 sur les livres d'acquit.

Les raisons qui furent données sont à peu près celles qui avaient été déjà exposées pour la suppression de cette dernière loi. Il était illogique de maintenir une obligation légale qui frappait la corporation des tisseurs et bobineurs sans atteindre d'autres industries exercées d'une manière analogue. En outre cette institution n'était pas sérieusement appliquée et ne pouvait pas l'être. M. Cunin-Gridaine, rapporteur de la loi à l'Assemblée nationale en 1850, avait dit dans son rapport : « Le tisserand n'a aucun intérêt à savoir le numéro du fil de la chaîne..., ce que le tisserand a besoin de savoir, c'est le poids des matières qui lui sont remises et dont il est responsable. » Or c'est précisément le numéro du fil de coton remis à l'ouvrier qui forme le principal élément du prix de façon à lui payer, ce qui explique bien toutes les raisons qui ont empêché les industriels de donner satisfaction à la loi. Une dernière considération était que la disparition de la loi n'empêcherait nullement les industriels de donner à leurs ouvriers tels bulletins, tels carnets de travail qu'ils jugeront à propos. Mais ils ne seraient pas obligés de remettre un livret qui, dans certains cas, n'a aucune utilité. Lorsqu'ils donnent en effet la matière à tisser à l'ouvrier ils ont fixé le prix à l'avance. L'ouvrier accepte sur la foi des traités ces fils à tisser pensant qu'ils sont de bonne

qualité, mais il se trouve parfois que les fils livrés sont de qualité inférieure, le patron n'est jamais engagé que pour le prix promis et cependant il doit à l'ouvrier une somme supérieure. Dans ce cas encore, le livret ne donne à l'ouvrier aucune garantie puisqu'il indique un prix de façon inférieur à la somme légalement due.

Pour toutes ces raisons, la Chambre réclama trois fois l'abrogation de cette loi. Mais le Sénat s'y refusa. Il avait également de bonnes raisons pour cela. Loin d'être supprimé, ce livret, disait-il, devrait être rendu obligatoire dans toutes les industries. Il serait à souhaiter que chaque patron traitant pour une main-d'œuvre ou pour un prix de tâche avec un ouvrier fut obligé de mettre entre les mains de ce dernier une pièce, un papier, ou même plutôt un carnet, indiquant à quelles conditions le marché est fait. Le livret serait ce que sont tous les livrets pour le patron, pour le commerçant, le moyen de justifier de sa valeur, de ses facultés commerciales ou ouvrières. L'ouvrier qui en posséderait un pourrait prouver qu'il s'est occupé de telle tâche, vis-à-vis de tel patron, à tel endroit, à telle époque, tandis que si l'on supprime ce livret d'ouvrage, l'ouvrier après avoir reçu le montant de son salaire ne conservera entre les mains aucune preuve de son aptitude. Généralement il emporte à son domicile les matières à travailler, et quand il les rapporte on le paye sans lui donner même une feuille de papier constatant à quelles conditions ce travail a été fait et réglé. En cas d'erreur quel est le moyen que l'ouvrier

a à sa disposition pour obtenir justice ? on peut dire aucun, car l'accès des tribunaux lui est bien difficile. Au surplus, la disparition de ce livret rendrait impossible la mission du Conseil des prud'hommes qui dans les différends n'aurait plus pour s'éclairer que le livret d'une des deux parties.

Ce sont là des raisons que l'on pourrait donner non seulement pour les contrats faits par l'ouvrier tissant des étoffes ou bobinant des fils, mais tous les contrats de louage. Quoi qu'il en soit, le Sénat les trouva bonnes et tint bon jusqu'à ce que la loi de 1850 fut maintenue, ce qui eut lieu.

SECTION III. — **Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie,**
« **article 10** ».

Cette loi a remplacé celle du 10 mai 1874 dont parle la loi du 2 juillet 1890. Son article 10 relatif à notre sujet, le livret d'ouvrier, est la reproduction presque intégrale de l'article 10 de la loi ancienne. C'est donc le texte nouveau que nous allons donner et étudier.

ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère ou patron un livret sur lequel seront portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile. Si l'enfant a moins de treize ans le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires, institué par la loi du 27 mars 1882. Les chefs d'industrie ou patrons

inscrivent sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

Le livret des lois de 1874 et 1892 tout en étant désigné de la même façon, et en ayant des ressemblances avec le livret ouvrier proprement dit, a cependant un caractère différent. Il n'est pas une mesure de police. Nous étions bien déjà, quand il fut institué, trop imbus des idées de liberté pour souffrir qu'on lui donnât ce caractère : de plus, que signifieraient des mesures de police contre des ouvriers de moins de dix-huit ans. Ce n'est pas non plus une mesure tendant à garantir les patrons contre la mauvaise volonté des ouvriers à remplir leurs engagements. Ce livret n'a pour but que de faire respecter les dispositions de la loi de 1892. Cette loi est relative au travail des enfants employés dans l'industrie. Elle édicte des règles tendant à assurer à l'enfance une protection plus bienveillante, et prend des précautions très sérieuses contre les dangers qui pourraient survenir dans les ateliers, précautions qui ont rapport à leur âge d'admission, à la durée du travail, à l'heure de la journée où il doit s'effectuer, au repos hebdomadaire, aux genres de travaux qui peuvent être exécutés. Pour assurer l'exécution de ces prescriptions la loi impose des règles qui sont au nombre de trois : la tenue par le patron d'un registre où seront inscrits les mentions portées au livret, l'affichage de la loi et des règlements dans les établissements industriels

et enfin des livrets délivrés aux ouvriers mineurs où sont inscrites certaines mentions. Ces derniers seuls nous intéressent. Nous allons les étudier en détail.

Quelles personnes sont soumises à l'obligation du livret ? — L'article 10, § 1, répond : « Les enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans. » Les femmes et les filles mineures n'y sont donc pas soumises. Sous l'empire de la loi de 1874 cette question cependant avait fait doute. Cette loi avait également employé le mot *enfants* mais sans aucune explication, et contrairement à l'opinion du ministre du commerce, la Commission supérieure avait décidé, entraînant avec elle la jurisprudence jusqu'alors hésitante, qu'il fallait appliquer aux filles, comme aux enfants les mesures concernant les livrets. Consacrant cette façon de voir, la loi du 2 juillet 1890, qui portait abrogation de la loi du 22 juin 1854 sur les livrets ouvriers et de quelques autres dispositions s'y rattachant, avait néanmoins maintenu l'article 10 de la loi de 1874, relatif au livret, en précisant que celui-ci serait applicable non seulement aux enfants, mais aux filles mineures. La loi de 1892 a reproduit cette disposition, mais nous venons de le voir, exclusivement pour les enfants de moins de dix-huit ans. Quelques auteurs cependant se sont demandés si en combinant les lois de 1890 et de 1892 il ne fallait pas considérer les filles mineures de plus de dix-huit ans comme toujours soumises à la nécessité du livret, la loi de 1892 ayant bien abrogé la loi de 1874, mais non la disposition de la loi du 2 juillet 1890 qui y a trait, et qui

d'ailleurs n'est pas inconciliable avec l'article 10 actuel. Mais cette opinion n'est guère soutenable, le législateur ayant bien spécifié qu'il s'agissait ici d'enfants au-dessous de dix-huit ans : de plus, s'il n'en était pas ainsi et s'il y avait des doutes, les chefs d'atelier se trouveraient constamment exposés sans le savoir à être en contravention ; or, on ne peut croire que le législateur ait pu les placer dans cette situation.

Tous les enfants âgés de moins de 18 ans doivent être possesseurs d'un livret. Il n'y a pas à distinguer entre ceux qui sont employés dans l'industrie et ceux qui se trouvent dans les établissements de bienfaisance laïques ou religieux, dans les ouvroirs, orphelinats et autres établissements d'enseignement professionnel. Le dernier paragraphe de l'article 11 de la loi il est vrai exige des patrons ou directeurs des établissements de bienfaisance ou d'enseignement un état nominatif trimestriel des enfants d'où la plupart des auteurs ont conclu que cet état tenait lieu de livret. Nous pensons au contraire que, dans certains cas, notamment pour connaître l'âge des enfants, l'inspecteur pourra à titre de contrôle, réclamer le livret, seul document officiel, émanant du maire et comme tel donnant des renseignements précis, en décidant toutefois que l'exigence du livret n'est pas obligatoire pour l'entrée des enfants dans ces établissements, entrée qui au contraire doit être facilitée.

La loi de 1892 est une loi applicable aux étrangers qui doivent comme les nationaux être munis de livrets.

A quels travaux les enfants doivent-ils être employés pour être tenus d'avoir un livret? — Tous les mineurs de 18 ans en effet ne sont pas obligés d'en avoir un. Encore faut-il qu'ils soient occupés à certains travaux et dans certaines conditions. Il faut en premier lieu que l'enfant travaille dans un établissement industriel. Cela résulte de l'article 1^{er} qui emploie les mots « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers ». Les dépendances d'un établissement sont aussi comprises.

La loi ne comprend pas les travaux agricoles. Le mot agricole cependant ne doit pas être pris dans un sens trop large ; quand il y a transformation industrielle la loi s'applique ; ainsi elle s'appliquerait dans une industrie de fabrication de sucre annexée à une ferme. Elle ne comprend pas davantage les établissements commerciaux qui ne transforment rien, comme les magasins, bureaux d'où il ressort que les employés, garçons de bureau ou de magasin n'y sont pas soumis. Echappent, en troisième lieu, à l'application de la loi les professions libérales. Ainsi un enfant attaché à un agent d'affaires, un architecte, un peintre, un musée, un laboratoire n'aura pas besoin d'être muni d'un livret. Echappent, enfin, les professions de domesticité. A part ces réserves, tout travail industriel est assujéti à la loi.

Sous l'empire de la loi de 1874 on discutait pour savoir si la loi s'appliquait aux établissements de bienfaisance où les assistés se livrent à un travail industriel, et aux établissements industriels dépendant de l'Etat.

Pour les premiers la loi de 1892 a fait, à notre avis du moins, disparaître le doute. Les travaux préparatoires de cette loi démontrent, en effet, que le législateur loin de vouloir dispenser ces établissements des obligations communes, a voulu au contraire les placer davantage sous la surveillance de l'Etat au moyen de prescriptions spéciales (Crim. cass., 8 décembre 1900, D. 1902.2.57). Quant aux seconds, on ne verrait pas pourquoi ils feraient exception. Les établissements publics doivent être assimilés aux établissements privés ; au surplus, l'Etat ne doit-il pas donné le premier l'exemple ?

Une seconde condition exigée pour que l'enfant travaillant dans un établissement industriel soit obligé d'avoir un livret, est qu'il ne soit pas dans un atelier de famille. Cette exception se justifie par la raison qu'il y aurait plus d'inconvénients que d'avantages à appliquer la loi dans ces ateliers, car il est probable que les jeunes ouvriers n'y sont pas soumis à des travaux excessifs. Le livret qui permet de surveiller l'application de la loi n'a plus lieu d'être. Ce régime de faveur pourrait cependant avoir des inconvénients. Aussi l'atelier doit-il remplir plusieurs conditions pour être un atelier de famille. Il ne doit d'abord comprendre que des enfants, descendants ou pupilles de l'employeur ; aucun étranger ne peut y être admis sans que le caractère en soit changé. Il faut, en second lieu, que les enfants ou pupilles soient sous l'autorité directe du père ou parent, et non seulement travaillent à côté du père, et dans le même atelier que lui.

Quelles personnes sont tenues de délivrer les livrets ?

— Ce sont les maires, dit l'article 10. Mais si le lieu du domicile de l'enfant n'est pas le même que celui de la naissance, quel sera le maire compétent ? C'était une question controversée sous le régime de la loi de 1874. M. Blondel, dans son *Etude sur la loi du 19 mai 1874*, avait prétendu que le maire de la commune où est né l'enfant était seul « par les registres de l'état civil... en situation de fournir les indications voulues ». Il résulte, au contraire, d'une circulaire du ministre de l'agriculture du 14 octobre 1875 adressée aux préfets que, dans le cas où l'enfant travaille dans une autre commune que celle où il est né, c'est au maire du domicile que l'on peut demander le livret. Cette décision avait prévalu, aux yeux de la plupart des interprètes de la loi.

Une nouvelle question se pose dans le cas où l'enfant tout en travaillant en France est domicilié à l'étranger. A ce sujet, un jugement du tribunal de police de Tourcoing du 19 mai 1900, dit que le livret peut être valablement délivré par le maire de ce domicile étranger. Il peut être délivré aussi par le maire du lieu où réside l'ouvrier. Mais il arrivait souvent que des enfants âgés de 8, 9 et 10 ans, se faisaient délivrer des livrets sur la production d'actes de naissance falsifiés ou ne s'appliquant pas aux intéressés. Aussi une circulaire ministérielle du 28 avril 1899 a prescrit que les maires ne pourraient à l'avenir remettre un livret aux étrangers que lorsqu'ils établiront d'une manière certaine leur âge et leur identité par

des pièces remises par le consulat de leur nation.

Le livret doit être délivré gratuitement aux ouvriers. Il paraît que cette prescription n'était guère observée, car une circulaire ministérielle du 12 mai 1900 vint la rappeler aux intéressés. Cependant, elle n'est vraie que pour les enfants travaillant en France, ou Français mais résidant à l'étranger. On ne peut, en effet, exiger des autorités étrangères quand elles délivrent un livret comme elles en ont le droit, ainsi que nous venons de le voir, qu'elles le fassent gratuitement.

Les maires délivrent les livrets et non pas les commissaires de police, comme on l'avait cru en 1874. Un avis du ministre du commerce du 7 février 1876 avait d'ailleurs bientôt tranché la question en disant : « C'est avec intention que la loi a désigné les maires ; il n'est pas possible de leur substituer le commissaire de police. » C'est la solution qui doit encore prévaloir. La préfecture de police les avait distribués à Paris pendant quelque temps, mais les Commissions locales ayant réclaté et aucun motif n'existant pour enlever ce soin aux maires des arrondissements, ce sont eux qui furent désormais chargés de ce soin pour la plus grande facilité des intéressés.

Quelles sont les mentions qui doivent être portées au livret ? — La loi les indique d'une façon précise et limitative. Ce sont les nom et prénoms de l'enfant, son domicile, le lieu et la date de sa naissance. La loi de 1874 les exigeait déjà. Celle de 1841, au lieu de la date se contentait

de demander l'indication de l'âge de l'enfant ; un arrêt de la Cour de cassation avait décidé qu'il suffisait d'indiquer les années et fractions d'années sans être obligé d'indiquer le jour de la naissance. Ce système ne était plus soutenable aujourd'hui.

Une autre indication est exigée pour l'enfant de douze à treize ans : « Le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 22 mars 1882. » Le certificat d'études est exigé de cette catégorie d'enfants pour qu'ils puissent travailler dans un atelier ; le livret doit indiquer qu'ils le possèdent. Il n'est pas nécessaire de produire le diplôme lui-même au patron qui ne peut exiger que la mention. Il suffit que le maire eût fait sur le livret la constatation que l'enfant en est muni.

Les chefs d'industrie doivent aussi inscrire sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de sa sortie.

Telles sont les seules mentions exigées. Que se produirait-il si le livret, outre celles-ci, en portait d'autres ? Il est évident que l'emploi d'un tel livret ne donnerait pas lieu à contravention, mais il est également certain que les personnes qui réclament le livret peuvent exiger qu'il soit conforme à la loi et par conséquent refuser celui qui contiendrait des mentions superflues, par exemple un extrait du casier judiciaire.

Il est une autre indication très utile qu'il serait désirable de voir porter sur le livret : c'est celle que l'enfant a été vacciné. Une circulaire de 1854 demandait qu'elle y

figurât ; mais la loi de 1892 ne la portant pas parmi les mentions qu'elle énumère limitativement, on ne peut l'exiger. Cependant les patrons peuvent réclamer un certificat de vaccine ; même, pour en faciliter la délivrance, une circulaire du ministre du commerce du 31 janvier 1877 a informé les préfets que celui-ci pourrait, pour les familles pauvres, être rédigé sous forme de certificat d'indigence, exempt de timbre et d'enregistrement.

C'est la personne qui réclame le livret qui doit donner au maire les renseignements nécessaires, notamment ceux relatifs à la naissance de l'enfant. Pour éviter les frais de délivrance d'un extrait de naissance, il suffit, d'après la circulaire ministérielle du 14 octobre 1875, d'indiquer au maire du domicile chargé de donner le livret, le lieu où est né l'enfant, et c'est le maire de cette commune qui devra délivrer un bulletin de naissance sur papier libre, conformément à l'article 16, n° 1, de la loi du 13 brumaire an VII. La loi de 1892 n'ayant rien changé sur ce point, cette circulaire est encore en vigueur aujourd'hui.

Les mentions que comporte le livret peuvent être inexactes. Qui peut être rendu responsable des inexactitudes, le maire qui a délivré le livret ou le patron à qui il doit être remis ? Il faut distinguer ; certaines mentions peuvent être inscrites par le chef d'atelier (celles relatives à l'entrée et à la sortie), et d'autres par le maire. Il a été jugé sous l'empire de la loi de 1874, que « les irrégularités commises par les maires dans la tenue des

livrets ne sauraient avoir pour effet d'exonérer les patrons et chefs d'industrie des obligations que la loi leur impose personnellement à cet égard (Cass., 9 juin 1883). Les patrons sont donc tenus de l'exactitude des mentions qui leur sont imposées personnellement. La loi de 1892 n'a rien changé à ce point de vue, et la jurisprudence doit être la même. Mais il faut tenir compte de l'article 26, § 3, qui dispose que la peine encourue par suite de l'irrégularité du livret « ne sera pas applicable si l'infraction a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets, ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne ». Dans ce cas la faute est imputable au maire et le patron peut exciper de sa bonne foi ; nous verrons plus loin quelle est la sanction applicable.

A qui la formalité du livret est-elle imposée ? — Bien que la loi ne le dise pas formellement, c'est au patron est non à l'enfant. Cela résulte de ce que nous venons de voir : c'est le patron qui doit inscrire certaines mentions, qui doit veiller à ce qu'elles soient exactes et à ce que toutes les indications prescrites soient portées. La loi de 1892 a eu soin d'ajouter que le patron peut réclamer du maire la délivrance du livret (ce que n'autorisaient pas les lois précédentes) à défaut de demande par les parents ou tuteurs de l'enfant. Il avait d'ailleurs été jugé avant cette loi que les patrons ne pourraient se justifier d'avoir omis de faire les inscriptions requises sous prétexte que les livrets ne leur avaient pas été présentés et que l'obli-

gation de l'exigence du livret pour les patrons « était évidemment présumée par la double obligation à eux imposée d'inscrire certaines mentions sur le livret et de représenter ce livret à l'inspecteur (Lyon, 13 janvier 1884, D. P. 85.2.120). Il a été jugé aussi depuis dans le même sens, « qu'il incombe aux chefs d'industrie de se procurer eux-mêmes les livrets, dont doivent être munis les enfants de moins de dix-huit ans, et qu'en conséquence ils ne peuvent être relaxés de la contravention consistant à avoir employé des enfants au-dessous de cet âge non munis d'un livret par le motif que les parents de ces enfants n'ont pas eu le temps de se procurer des livrets (Troyes, 29 décembre 1893, D. P. 94.2.185). La première préoccupation du patron en recevant un enfant dans son usine sera donc de lui demander son livret, d'en vérifier le contenu, ou s'il n'en a pas, de le réclamer lui-même au maire compétent.

En quelle forme le livret doit-il être rédigé ? — La loi n'en a exigé aucune. Pourvu que ce dernier contienne toutes les énumérations prescrites le patron n'aura rien à se reprocher. Pour en faciliter la délivrance et aussi rendre plus commode le contrôle des inspecteurs, la commission supérieure, dit une circulaire du ministre du commerce du 19 décembre 1872, a pensé qu'il y aurait intérêt à établir un modèle type qui sera mis à la disposition des municipalités. Toutefois l'absence de ces modèles dans les mairies ou chez les libraires n'est pas une excuse pour le patron et ne constitue pas un cas de

force majeure capable de relever de la contravention encourue pour avoir employé l'enfant sans livret. Il en est encore ainsi quand il s'agit d'enfants étrangers, et même dans ce cas, le patron ne peut alléguer qu'il a été induit en erreur.

Mais si le patron ne peut se prévaloir du défaut de modèle dans les mairies, doit-il être excusé pour le retard apporté à la présentation des livrets à l'inspecteur, ou faut-il au contraire le considérer comme contrevenant à la loi par « le seul fait de ne pas les avoir représentés à première réquisition ». Il a été jugé que oui (Trib. correct. d'Uzès, 11 février 1892). Cela peut sembler rigoureux, et l'article 10 ne porte pas formellement une telle exigence. Cependant reconnaître cette excuse pourrait prêter à la fraude. On ne devra donc l'admettre qu'avec beaucoup de prudence, et que s'il est bien prouvé que les livrets étaient momentanément égarés, mais qu'ils existaient antérieurement à la visite de l'inspecteur.

La perte du livret, au contraire, est toujours imputable au patron, qu'elle résulte de son fait ou de toute autre cause, sauf le cas de force majeure, et encore le livret doit-il être reconstitué au plus tôt.

A qui est confiée la garde du livret ? — Aux patrons. Cela ne peut faire doute en présence de l'article 20 qui autorise les inspecteurs à se faire représenter les livrets : cela suppose bien en effet que ceux-ci se trouvent dans l'établissement ouvert à l'inspecteur, et non au domicile de l'enfant qui lui est fermé. Une circulaire ministérielle

du 25 septembre 1854 qui n'a pas cessé d'être applicable leur a d'ailleurs reconnu ce droit.

Le patron est tenu de restituer à l'enfant à sa sortie de l'atelier le livret sur lequel il doit mentionner cette date comme il a dû indiquer celle de son entrée. Il est obligé de porter ces mentions sous peine de contravention. Mais si un enfant quitte l'établissement industriel sans réclamer son livret que doit faire le patron ? Une lettre ministérielle de 1899 prévoit le cas, et dit que le patron doit le déposer à la mairie.

Quelle est la sanction de l'obligation du livret ? —

Le patron ou le gérant est passible d'une contravention que lui infligera le tribunal de simple police. La loi de 1874 avait également établi un ensemble de pénalités que le tribunal correctionnel était chargé d'appliquer. La loi de 1892 revenant au système de la loi de 1841, rend au tribunal de simple police la connaissance des infractions qui ne sont plus que de simples contraventions. Comme conséquence, la peine applicable qui était de 16 à 50 francs a été abaissée ; elle est aujourd'hui de 5 à 15 francs.

Du caractère de contravention de simple police que revêtent les infractions, il résulte que la prescription en est, au point de vue de l'action publique, d'un an, conformément à l'article 640 du Code d'instruction criminelle, et de deux ans pour la peine. Une seconde conséquence est que l'auteur de l'infraction ne peut alléguer sa bonne foi. Il avait déjà été admis sous l'empire de la loi de

1874 que les infractions bien que constituant des délits ne pouvaient faire l'objet d'une excuse tirée de la bonne foi. Il doit en être de même depuis la loi de 1892. Cela a d'ailleurs été déclaré dans la discussion.

Deux autres conséquences découlent de ce que les infractions à la loi constituent de simples contraventions. D'abord la loi du 28 mars 1891, dite loi de sursis ou de pardon, ou loi Bérenger, du nom de son auteur, n'est pas applicable. Ensuite il doit être prononcé autant de peines qu'il y a d'infractions constatées.

Les circonstances atténuantes ne peuvent être admises. L'article 463 du Code pénal qui y est relatif n'est applicable aux lois pénales spéciales que si elles en autorisent l'application. Or l'article 26 de la loi garde le silence sur ce point ; il n'y a donc aucun doute.

Les personnes punissables sont « les manufacturiers, directeurs ou gérants des établissements visés ». Il faut entendre par ces mots les personnes qui dirigent effectivement l'établissement et non les propriétaires qui laissent la direction à un gérant. Il faut que le propriétaire gère lui-même son usine pour qu'il soit pénalement responsable. Bien plus si le directeur pour cause d'absence temporaire ou pour tout autre motif, délègue son autorité à un sous-directeur ou à un associé, il ne saurait être rendu responsable.

La récidive est punie d'une façon spéciale. Les pénalités sont augmentées, la juridiction n'est plus la même. On a voulu que l'industriel qui violerait la loi d'une façon

habituelle, ne puisse le faire en s'en tirant avec une simple condamnation variant de 5 à 10 francs. Pour qu'il y ait récidive il faut que le contrevenant ait déjà subi une condamnation et que celle-ci ait été prononcée dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi et pour un fait identique, c'est-à-dire dans le cas qui nous concerne, pour défaut de livret, ou livret incomplet. La récidive est punie d'une amende de 16 à 100 francs. C'est le tribunal correctionnel qui est compétent.

CONCLUSIONS

En choisissant le livret de l'ouvrier comme sujet, nous n'avons pas pensé faire une étude seulement historique. Le livret ouvrier proprement dit a disparu il est vrai ; mais d'abord un livret spécial existe dans trois lois que nous avons étudiées, et ensuite le livret pourrait exister, non plus obligatoirement mais facultativement. C'est là le désir de beaucoup de bons esprits qui estiment que la loi du 2 juillet 1890 doit être remaniée sur ce point.

Non pas qu'elle ait eu tort de faire disparaître le livret tel qu'il existait. Nous avons montré qu'en tant que règle relative au contrat de louage, et destinée à en assurer l'exécution, le livret était une mesure illégitime qui ne s'expliquait ni par le caractère du contrat de travail, ni par sa difficulté. Le livret pouvait être considéré aussi comme ayant pour but de protéger l'industrie. Or envisagé ainsi, il manquait son effet. Nous l'avons démontré par des exemples : l'Angleterre était le pays où l'industrie était la plus florissante alors que le livret n'y existait pas ; en France, Paris et les grandes villes étaient à la tête du pays au point de vue industriel, alors que c'était là que la législation du livret était le plus mal observée. Le livret était-il au moins utile aux patrons ? Pas

même, et la preuve en est qu'ils ne s'en souciaient pas et ne l'exigeaient pas des ouvriers. Reste à le considérer comme mesure de police. Nous ne nierons pas qu'il ait rendu des services à ce titre là, mais c'est là la principale raison de nos attaques contre lui.

Rien ne plaide donc en faveur du livret tel qu'il existait, c'est-à-dire avec son caractère obligatoire, les dérogations exorbitantes et toutes en faveur des patrons, qu'il apportait au droit commun relatif au contrat de travail, les vexations et les ennuis de toutes sortes dont il était une source pour l'ouvrier. Les législateurs de 1890 ont donc bien fait en le supprimant.

Mais ce qu'il est permis de leur reprocher, et c'est en cela que nous avons pensé que la question du livret méritait d'être étudiée, c'est qu'ils n'aient pas permis que le livret subsistât facultativement.

Il y aurait donc des avantages à avoir un livret facultatif? Oui certes. Par la simple production de son livret l'ouvrier pourrait montrer le temps passé dans les ateliers où il a été employé, ses habitudes de travail; il pourrait fournir la preuve qu'il est habituellement attaché à son ouvrage, en un mot qu'il est un bon travailleur en qui on peut placer sa confiance. De là pour lui, on le conçoit très facilement, plus de commodité pour trouver du travail auprès des patrons qui ne demandent qu'à avoir des collaborateurs sérieux, plus de facilité pour obtenir quelque crédit auprès de ses fournisseurs et autres personnes quand il en aura besoin, de là enfin possibilité

de se procurer des avances qui lui permettront de s'établir à son compte et de devenir de salarié, patron. Voilà pour l'ouvrier. Pour le patron, soit qu'il tienne dans un but de prospérité de son industrie, à avoir des ouvriers sérieux et sur lesquels il puisse compter, soit que pour certaines raisons, il ne veuille pas occuper des étrangers, il aura la facilité, en demandant la production d'un livret, de n'embaucher que des ouvriers de son choix.

Il faudrait donc, à notre avis, modifier la loi du 2 juillet 1890 et permettre à l'ouvrier d'avoir, s'il le veut, un livret où il pût faire noter les étapes de sa vie ouvrière. C'est ce que nous avons voulu démontrer tout en faisant l'historique de l'institution du livret.

Vu :

Le Président de la thèse,
P. PIC.

Pour le Doyen empêché,
L'Assesseur,
FLURER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie,
G. COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	VII
CHAPITRE I. — Historique du livret ouvrier.	1
SECTION I. — Antécédents du livret.	1
1 ^o Statuts des corporations	1
2 ^o Edit de 1749.	4
3 ^o Edit de 1781.	7
SECTION II. — Etablissement réel du livret par la loi de germinal an XI et l'arrêté de frimaire an XII	10
1 ^o La loi et son caractère	10
2 ^o Ses dispositions	19
SECTION III. — Réformes introduites dans la suite dans la législation du livret.	30
1 ^o Loi du 14 mai 1831.	30
2 ^o Loi du 22 juin 1854	38
CHAPITRE II. — Suppression partielle du livret par la loi du 2 juillet 1890.	43
SECTION I. — Appréciation du livret.	43
SECTION II. — Loi du 2 juillet 1890 : sa discussion aux Chambres, son texte, ses dispositions. . .	52
SECTION III. — Critique de la loi : livret facultatif ou sup- pression de tout livret.	64
SECTION IV. — Législation comparée : le livret ouvrier dans les autres nations.	76
CHAPITRE III. — Lois dans lesquelles le livret ouvrier est maintenu	87
SECTION I. — Loi du 18 mars 1806 sur les livrets d'acquit de la fabrique lyonnaise.	87

SECTION II. — Loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage.	97
SECTION III. — Loi du 19 mai 1874 « remplacée par celle du 2 novembre 1892 » sur le travail des en- fants et des filles mineures employées dans l'industrie.	105
CONCLUSIONS	121

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
